

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

DIAC

Société anonyme au capital de 415 100 500 Euros
Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf
931608 Noisy-Le-Grand
702 002 221 R.C.S. BOBIGNY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DIAC S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels concerne l'émission d'une attestation d'informations comptables et financières.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et dépréciations afférentes

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>DIAC S.A. constitue des provisions pour dépréciation afin de couvrir les risques de non-recouvrement des créances de crédits accordés aux réseaux de concessionnaires et à la clientèle.</p> <p>Comme indiqué en 3.B de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations pour risque de crédit sont calculées sur une base individuelle ou collective selon le type de créance (saine, incidentée, douteuse, compromise).</p> <p>Nous avons considéré que les dépréciations pour risque de crédit constituent un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du montant des crédits à la clientèle finale et au réseau des concessionnaires à l'actif du bilan, de l'utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans le calcul des dépréciations et provisions déterminées de manière statistique, et l'exercice important du jugement intervenant dans leur détermination.</p> <p>Ces dépréciations ont été estimées compte-tenu du contexte macro-économique incertain qui se traduit notamment par le retour de l'inflation et la hausse des taux.</p> <p>Les dépréciations au titre du risque de crédit réseau et clientèle sont présentées dans les notes 2 et 6 de l'annexe et s'élèvent au 31 décembre 2023 à 166 millions d'euros pour un encours de crédit de 7 957 927 millions d'euros.</p>	<p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ; - apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous tendant les dépréciations complémentaires constituées ; - réaliser des contrôles sur le système informatique de RCI Banque, incluant une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques participant à l'élaboration de l'information financière ; - réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations pour risque de crédit d'un exercice à l'autre ; - examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes annuels au regard des règles comptables applicables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société DIAC S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG et du 20 mai 2020 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG était dans la 10^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 4^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en

France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 26 avril 2024
KPMG S.A.
Ulrich SARFATI
Associé

Paris La Défense, le 26 avril 2024
Mazars
Anne VEAUTE
Associée

BILAN

ACTIF - en milliers d'euros	Notes	12/2023	12/2022
Créances sur les établissements de crédit	1	3 949 313	4 566 615
Opérations avec la clientèle	2	4 406 197	4 632 777
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	715 969	461 647
Actions et autres titres à revenu variable	4	2	2
Parts dans les entreprises liées	5	81 387	81 387
Crédit-bail et location avec option d'achat	6	3 515 433	2 794 122
Immobilisations incorporelles	7	2 268	1 427
Immobilisations corporelles	8	12 092	11 509
Autres actifs	9	456 217	182 152
Comptes de régularisation	10	188 496	108 943
TOTAL ACTIF		13 327 374	12 840 581
PASSIF - en milliers d'euros	Notes	12/2023	12/2022
Dettes envers les établissements de crédit	11	11 921 572	11 459 605
Opérations avec la clientèle	12	59 207	46 189
Dettes représentées par un titre	13	149 550	164 937
Autres passifs	14	170 174	279 463
Comptes de régularisation	15	411 800	273 171
Provisions	16	183 303	78 064
Dettes subordonnées	17	9 315	9 315
Capitaux propres		422 453	529 837
Capital souscrit	18	415 101	415 101
Réserves	18	41 510	41 510
Report à nouveau	18	824	(15 765)
Résultat de l'exercice	18	(34 982)	88 991
TOTAL PASSIF		13 327 374	12 840 581

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

En milliers d'euros	Notes	12/2023	12/2022
Engagements donnés	19	1 973 988	2 388 631
Engagements de financement		793 227	1 127 693
Engagements de garantie			67
Autres engagements donnés		1 180 761	1 260 871
Engagements reçus	20	6 189 920	4 896 194
Engagements de garantie		6 189 920	4 896 194

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	12/2023	12/2022
Intérêts et produits assimilés	22	396 146	170 232
Intérêts et charges assimilés	23	(443 294)	(167 434)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	24	2 699 558	2 346 933
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	24	(2 437 835)	(2 054 954)
Revenus des titres à revenu variable	25	185 737	166 132
Commissions (Produits)	26	21 528	20 869
Commissions (Charges)	26	(901)	(950)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	27	(33 169)	1 719
Autres produits d'exploitation	28	203 901	194 439
Autres charges d'exploitation	29	(26 094)	(31 862)
PRODUIT NET BANCAIRE		565 577	645 124
Charges générales d'exploitation	30	(359 819)	(376 880)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(4 792)	(5 574)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		200 966	262 670
Coût du risque	31	(202 347)	(111 686)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 381)	150 984
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		(1 381)	150 984
Impôts sur les bénéfices	32	(33 601)	(61 993)
RESULTAT NET		(34 982)	88 991

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

DIAC S.A est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libérés, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX. DIAC S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes sociaux de DIAC S.A, pour l'année 2023, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 mars 2024 et ont été présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2024.

Pour mémoire, les comptes sociaux de DIAC S.A, pour l'année 2022, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 mars 2023 et présentés pour approbation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2023.

Les comptes sociaux sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

L'activité de titrisation en 2023 :

Mobilize Financial Services France a mis en place une nouvelle titrisation publique adossée à la composante loyer de créances de location avec option d'achat (LOA) originées par Mobilize Financial Services France (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France v 2023-1 »). Lors de cette opération Mobilize Financial Services France a émis 700 M€ d'obligations senior, 36,9 M€ d'obligations mezzanine et 32,34 M€ d'obligations junior.

Mobilize Financial Services France a par ailleurs étendu d'une année supplémentaire la période de rechargement de sa titrisation privée adossée à la composante valeur résiduelle de créances de location avec option d'achat (LOA originées par Mobilize Financial Services France (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France RV Master »). Mobilize Financial Services France a également augmenté la taille de cette opération à 400 M€ d'obligations senior. Une provision spéciale a été comptabilisée en miroir du profit constaté au moment de la cession des contrats dans le cadre de l'extension du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER en 2023 pour un montant de 151 M€.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de Mobilize Financial Services France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux dispositions de la réglementation applicable aux établissements de crédit en France.

Mobilize Financial Services France applique le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié du Règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

En outre, conformément à ce règlement, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle) ou avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné.

A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes au cours de l'année.

B) Crédits à la clientèle et au réseau non titrisés

Les crédits à la clientèle et au réseau figurent au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciation.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient si un des deux critères, quantitatif ou qualitatif, est rempli.
 - Critère quantitatif : un seuil absolu de créances impayées, de 100 euros pour les encours grand public, de 500 euros pour les encours entreprises, et un seuil relatif des impayés de 1 % sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs pour une contrepartie.
 - Critère qualitatif : des signes d'une probable absence de paiement apparaissent pour les contreparties dont la gestion est assurée par les services contentieux suite à déchéance du terme, surendettement, ouverture d'une procédure judiciaire, fraude....
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

A compter de la date à laquelle la contrepartie ne remplit plus aucun critère douteux et n'a plus d'impayé, une période probatoire de 3 mois est appliquée avant de revenir en non douteux.

Les encours identifiés comme restructurés au sens de l'article 2221-5 du règlement 2014-07 de l'ANC correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis et l'intérêt cesse d'être comptabilisé.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, les encours restructurés sont présentés non pas dans une subdivision des encours sains faisant apparaître une décote, mais parmi les encours douteux couverts par une provision.

Une approche de dépréciation sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement, contrat par contrat. Les créances « Clientèle » sont dépréciées selon leur groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation individuelle sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurved loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

En complément, une provision complémentaire d'expertise sur base statistique est également constatée.

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 4 types de créances : saine, incidentée, douteuse et compromise, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

L'estimation des pertes à provisionner sur les créances incidentées se base exclusivement sur des méthodes statistiques. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est toujours généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash, ...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe Mobilize Financial Services France.

En complément, une provision complémentaire d'expertise sur base statistique est également constatée.

C) Crédits à la clientèle et au réseau titrisés

Mobilize Financial Services France titrise la grande majorité de son portefeuille d'encours de crédit à la clientèle et réseau. Ces cessions sont effectuées conformément aux dispositions de la loi du 23 décembre 1998 modifiée le 22 décembre 2010.

Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- Les prêts doivent être consentis à des personnes physiques (hors personnel du groupe Renault) ou à des entreprises (hors Agents Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- Les prêts sont affectés à l'acquisition d'un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- Les prêts sont rémunérés à taux fixe avec une marge minimum de 1 % et à paiement mensuel ;
- Les prêts doivent avoir fait l'objet d'au moins une facturation avant leur cession ;
- Les créances titrisées ne doivent faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession ;
- Une créance titrisée sur un FCT reste sur celui-ci et doit être rachetée par Mobilize Financial Services France pour être éventuellement recédée sur un autre FCT.

Les encours sont cédés le 21 de chaque mois, rétroactivement en date de jouissance au 1^{er} jour du mois de la cession. Cette dernière est réalisée avec une décote calculée sur chaque créance et comptabilisée dans les comptes de Mobilize Financial Services France en perte dès la cession au fonds. Cette perte est étalée dans chaque FCT et restituée en cas de rachat de la créance par Mobilize Financial Services France.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, les créances cédées cessent de figurer à l'actif du bilan (opérations avec la clientèle) de Mobilize Financial Services France à la date de remise du bordereau de cession.

Les véhicules d'Emission

Cars Alliance Auto Loans France Master

Cars Alliance Auto Loans France v 2022-1

Cars Alliance DFP France (adossé à des créances de dealer floor plan)

Reversement des flux liés aux contrats titrisés

Après cession, Mobilize Financial Services France continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre, Mobilize Financial Services France perçoit mensuellement une commission de recouvreur d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par la société et reversés aux fonds, correspondent principalement :

- Aux intérêts des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- Aux intérêts de retard et indemnités sur impayés ;
- Aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (Intérêts sur opérations avec la clientèle) au fur et à mesure de leur reversement aux FCT.

Les fonds communs de titrisation assument le risque client de non-recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres des FCT équivalente à :

- 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les versements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale ouvert pour chaque FCT. Une régularisation est effectuée le 21 de chaque mois sur la base des encaissements réalisés par Mobilize Financial Services France au cours du mois M-1 minorée des versements déjà réalisés.

Les mécanismes de couverture des risques

Pour garantir ses obligations de versement, Mobilize Financial Services France a constitué des gages-espèces en faveur des FCT qui sont comptabilisés à l'actif de Mobilize Financial Services France en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert principalement par les obligations junior émises par les FCT et retenues par Mobilize Financial Services France.

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services a souscrit aux :

- obligations B non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France Mater
- obligations C non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v 2022-1

Rémunération des parts résiduelles

Dans le but d'appréhender le résultat du FCT, Mobilize Financial Services France a souscrit aux parts résiduelles émises par le FCT. Celles-ci sont comptabilisées à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat des FCT est distribué tous les mois et comptabilisé en produit chez Mobilize Financial Services France lors de son encaissement.

D) Opérations de crédit-bail et assimilées non titrisées

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminuées des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du financement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés, à savoir :

- Selon le mode linéaire (véhicules particuliers et véhicules utilitaires), ou dégressif (certains véhicules industriels et biens d'équipement).
- Sur des durées variant de 4 à 7 ans selon le type de matériel.

Les loyers perçus au titre de ces opérations sont rapportés au résultat de l'exercice en fonction d'un étalement linéaire calculé sur la durée des contrats.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient si un des deux critères, quantitatif ou qualitatif, est rempli.
 - Critère quantitatif : un seuil absolu de créances impayées, de 100 euros pour les encours grand public, de 500 euros pour les encours entreprises, et un seuil relatif des impayés de 1 % sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs pour une contrepartie.
 - Critère qualitatif : des signes d'une probable absence de paiement apparaissent pour les contreparties dont la gestion est assurée par les services contentieux suite à déchéance du terme, surendettement, ouverture d'une procédure judiciaire, fraude....
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

A compter de la date à laquelle la contrepartie ne remplit plus aucun critère douteux et n'a plus d'impayé, une période probatoire de 3 mois est appliquée avant de revenir en non douteux.

Les contrats identifiés comme restructurés au sens de l'article 6 du règlement 2005-03 correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, elles sont immédiatement déclassées en encours douteux compromis et les loyers cessent d'être comptabilisés.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, à titre dérogatoire, les créances restructurées non compromises sont présentées non pas dans une subdivision des créances saines faisant apparaître une décote, mais parmi les créances douteuses couvertes par une provision.

Une approche de dépréciation sur base individuelle est appliquée aux créances échues. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement, contrat par contrat. Ces créances sont dépréciées selon leur groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation individuelle sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

E) Opérations de crédit-bail et assimilées titrisées

Mobilize Financial Services France titrise la grande majorité de son portefeuille d'encours de location avec option d'achat. Une distinction est effectuée entre les loyers d'une part, et la valeur résiduelle associée aux contrats d'autre part.

Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- La location avec option achat doit être consentie à une personne physique (hors personnel du groupe Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- La location avec option d'achat concerne un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- Le loyer est fixe et à paiement mensuel ;
- La créance titrisée ne doit faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession ;

Les encours sont cédés le 21 de chaque mois, rétroactivement en date de jouissance au 1^{er} jour du mois de la cession. Cette dernière est réalisée avec une décote calculée sur chaque créance et comptabilisée dans les comptes de Mobilize Financial Services France en perte dès la cession au fonds. Cette perte est étalée dans chaque FCT et restituée en cas de rachat de la créance par Mobilize Financial Services France.

Les créances cédées figurent en diminution de l'actif du bilan (crédit-bail et location avec option d'achat) de Mobilize Financial Services France à la date de remise du bordereau de cession.

Les Fonds Commun de Titrisation émetteurs

Cars Alliance Auto Leases France Master
Cars Alliance Auto Leases France v 2020-1
Cars Alliance Auto Leases France v 2023-1
Cars Alliance Auto Leases France RV Master

Reversement des flux liés aux contrats titrisés

Après cession, Mobilize Financial Services France continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre Mobilize Financial Services France perçoit mensuellement une commission de recouvrement d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par la société et reversés aux fonds, correspondent principalement :

- Aux loyers des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- Aux montants de valeur résiduelle des contrats ;
- Aux intérêts de retard et indemnités de résiliation ;
- Aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (sur opérations avec la clientèle) au fur et à mesure de leur reversement aux FCT.

Les fonds communs de titrisation assument le risque client de non-recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres des FCT. Elle est équivalente à :

- 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les reversements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale ouvert pour chaque FCT. Une régularisation est effectuée le 21 de chaque mois sur la base des encaissements réalisés par Mobilize Financial Services France au cours du mois M-1 minorée des reversements déjà réalisés.

Les mécanismes de couverture des risques

Pour garantir ses obligations de reversement, Mobilize Financial Services France a constitué des réserves en faveur des FCT qui sont comptabilisés à l'actif de Mobilize Financial Services France en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert principalement par les obligations junior émises par les véhicules d'émission et retenues par Mobilize Financial Services France.

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services a souscrit aux :

- obligations B non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France Master
- obligations C non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France v 2020 –1
- obligations C non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France v 2023 –1
- obligations B non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France RV Master

Rémunération des parts résiduelles

Dans le but d'appréhender le résultat des véhicules d'émission, Mobilize Financial Services France a souscrit aux parts résiduelles émises par les véhicules d'émission. Celles-ci sont comptabilisées à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat des véhicules d'émission est distribué tous les mois et comptabilisé en produit chez Mobilize Financial Services France lors de son encaissement.

F) Bonifications

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le constructeur et le réseau couvrent l'écart de taux par le biais de bonifications.

Sur le plan comptable, ces dernières sont assimilées à des compléments de loyers et d'intérêts, et par voie de conséquence, étalées sur les durées de vie réelles des contrats bonifiés. Cet étalement est linéaire pour les contrats de crédit-bail. Pour les contrats de crédit, l'étalement est effectué en fonction du taux implicite des contrats. Ces calculs sont effectués contrat par contrat. Sur le plan fiscal, ces bonifications sont retraitées afin d'être soumises à l'impôt lors de l'exercice de paiement par le constructeur ou le réseau.

G) Indemnités et intérêts de retard

Du fait du caractère incertain de leur recouvrement, les indemnités de résiliation et les intérêts de retard sont intégralement provisionnés. La provision est extournée au moment de l'encaissement.

Les indemnités d'assurance sont comptabilisées dès leur exigibilité.

H) Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées figurent au bilan à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires d'achat, déduction faite des provisions éventuellement constatées. Les dividendes correspondants sont comptabilisés l'année de leur mise en distribution.

I) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- Constructions	15 à 40 ans
- Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans
- Logiciels informatiques acquis	1 à 3 ans

J) Primes de remboursement

Les primes de remboursement des titres de créances négociables sont amorties linéairement sur leur durée de vie.

K) Provisions

Les provisions constituées au passif du bilan ont notamment pour objet de couvrir le coût des restructurations, ainsi que les litiges ou les risques nés antérieurement à la date de l'arrêté. Une provision spéciale a également été comptabilisée en miroir du profit constaté au moment de la cession des contrats dans le cadre de l'extension du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER en 2023.

Les variations de provisions pour risques et charges sont imputées dans les postes du compte de résultat auxquels elles se rattachent par nature.

L) Engagements de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02, les engagements de retraite et assimilés sont évalués selon les principes définis par la réglementation internationale (norme IAS 19 révisée).

Le coût des indemnités de départ, des compléments de retraite et des engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier dans le cas où certains droits sont acquis de manière irrévocable avant cette date.

Concernant la répartition des droits à prestations et conformément à la mise à jour publiée en novembre 2021 de la recommandation de l'ANC 2013-02, les engagements de retraite ont fait l'objet sur l'exercice 2021 d'une reprise de provision comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. Cette reprise correspond à la reconnaissance des droits à prestations de la partie plafonnée des primes de retraite des salariés, reconnue sur les années de présence nécessaire au salarié pour obtenir cette prime lors de son départ à la retraite.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme.

M) Contrats d'échange de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une gestion du risque global de taux d'intérêt.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, les charges et les produits sont inscrits au compte de résultat prorata temporis et les gains ou pertes latents ne sont pas comptabilisés.

Les produits et charges sont compensés swap par swap pour leur présentation au bilan et au compte de résultat.

Au bilan, le produit net à recevoir sur un contrat de swap bénéficiaire figure dans le poste Compte de régularisation actif. De même, la charge nette à payer sur un swap déficitaire est classée dans le poste Compte de régularisation passif.

Au compte de résultat, les produits nets sur contrats bénéficiaires sont classés parmi les Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ou sur opérations avec la clientèle, selon la qualité de la contrepartie. De manière symétrique, les charges nettes sur contrats déficitaires figurent dans les Intérêts, charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ou opérations avec la clientèle, en fonction de la nature de la contrepartie.

N) Risque de contrepartie sur produits dérivés

Les règles de contrôle interne applicables au risque de contrepartie sur produits dérivés sont définies sur le périmètre consolidé du Groupe Mobilize Financial Services, dans lequel Mobilize Financial Services France est incluse.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne calculée sur la base du niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier du Groupe Mobilize Financial Services et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

Le suivi des engagements doit, pour rendre compte de l'exposition réelle au risque, s'effectuer de manière consolidée. Il n'est donc pas fait de calcul individualisé d'exposition au risque de contrepartie pour la société.

O) Informations géographiques et sectorielles

La société Mobilize Financial Services France réalise ses opérations exclusivement sur le territoire français.

La société a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia et Mitsubishi.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en terme de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

P) Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat.

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Q) Consolidation

Le groupe DIAC SA établit ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2023 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

DIAC S.A est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe RCI Banque S.A

15, Rue d'Uzès – 75002 PARIS, FR95 306 523 358, eux-mêmes consolidés dans les comptes du Groupe Renault.

Diac, identifiée par le numéro 702 002 221, est inscrite au R.C.S Bobigny. Ses états financiers sont disponibles sur son site internet : <https://www.mobilize-fs.com/fr/finance/rapports-et-communiques/rapports-financiers>

Les états financiers du Groupe Renault sont disponibles : <https://www.renaultgroup.com/finance/documents-et-presentations/>.

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture significatifs.

5. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, Mobilize Financial Services, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial Service France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par Mobilize Financial Services.

Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet d'élargir la base d'investisseurs.

L'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.

- **Liquidité statique** : Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

- **Réserve de liquidité** : La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par Mobilize Financial Services en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.

- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

La qualité du portefeuille Clientèle est globalement stable en 2023. L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond. En outre, le groupe Mobilize Financial Services France conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de rentabilité.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe Mobilize Financial Services France.

Environnement macroéconomique

Pour lutter contre l'inflation, les Banques Centrales ont poursuivi leurs politiques de resserrement monétaire au cours du premier semestre 2023. Cette période a également été marquée par un retour de la volatilité sur les marchés financiers qui ont connu des périodes d'aversion au risque, notamment à la suite des difficultés rencontrées par certaines banques régionales américaines ou lors des discussions budgétaires sur les déficits américains. Au cours du second semestre 2023, constatant un reflux de l'inflation et une résilience des économies, les Banques Centrales ont mis fin au cycle de hausse des taux. La FED a initié le mouvement en maintenant ses taux directeurs en juillet, suivie par la BCE qui a été, la dernière banque centrale à augmenter ses taux en septembre. L'objectif de la BCE est d'atteindre un niveau jugé suffisamment élevé pour juguler l'inflation tout en préservant une économie montrant des signes de ralentissement. Fin 2023, le cycle de politique monétaire entre dans une nouvelle phase avec l'éloignement du risque de récession, la montée des risques géopolitiques et budgétaires.

Aux Etats-Unis, face à la persistance des tensions inflationnistes et la robustesse du marché du travail, les hausses de taux directeurs se sont poursuivies jusqu'en juillet après avoir marqué une pause en juin (+100bps de hausse depuis décembre 2022, +525bps depuis janvier 2022).

En milieu de premier semestre, les marchés financiers ont connu une phase de volatilité et d'aversion au risque. Après une période de hausse des taux, certaines banques, qui détenaient des portefeuilles obligataires importants en moins-values latentes, présentaient un bilan fragilisé. Les autorités américaines ont mis en place des mesures de sauvetage pour protéger les déposants de ces établissements. Fin mai, l'amélioration des statistiques économiques (inflation et prix à la production en baisse, moins de tension sur le marché de l'emploi) a conduit la FED à laisser ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion de juin.

Le deuxième semestre est marqué par une accélération de la croissance de l'économie américaine (+4,9 % de GDP au troisième trimestre, +2,9 % sur un an), et une prise de conscience de l'ampleur des déficits des gouvernements (nouvelle crise sur le plafond de la dette et dégradation de la notation pays). Entre juillet et octobre, la hausse des taux longs a incité la FED à maintenir ses taux directeurs inchangés, estimant qu'ils produisent des effets équivalents à un resserrement monétaire. La solidité de l'économie US est confirmée par les données publiées en fin d'année et permettent à la FED de confirmer l'arrêt de la hausse des taux lors de la réunion de décembre. Les tensions inflationnistes s'apaisent (3,1 % en novembre) tandis que le marché de l'emploi se normalise. (le chômage augmente à 3,9 % en novembre contre 3,6 % à fin juin et en moyenne annuelle. Les créations d'emplois baissent significativement à 150 000 au troisième trimestre contre 240 000 en moyenne en 2023). Les marchés ont réagi fortement à cette nouvelle orientation de politique monétaire. A fin décembre, ils anticipaient une réduction de 150bps au cours des 12 prochains mois et une première baisse dès mars 2024.

En Europe, la BCE a augmenté son taux directeur à chaque réunion des gouverneurs de février à septembre 2023 (+200bps entre décembre 2022 et septembre 2023, +450bps depuis le début du cycle de resserrement initié en juillet 2022) et a procédé à la réduction de son bilan à partir de début mars 2023 tel qu'annoncé en décembre 2022. Le portefeuille du programme d'achats d'actifs « APP » a été ainsi réduit de 15 milliards d'euros par mois en moyenne. Comme aux Etats Unis, les marchés européens ont connu une importante volatilité en milieu de semestre.

La recherche d'un équilibre entre stabilité des prix et stabilité financière a été la priorité de la BCE dans ses décisions de politique monétaire. A partir de septembre, la BCE a indiqué préférer maintenir ses taux hauts pendant longtemps pour continuer de lutter contre l'inflation et réduire les risques économiques. Les indicateurs économiques du deuxième semestre sont contrastés. L'inflation semble maîtrisée et est en forte baisse (+2,4 % en novembre, +5,5 % en juin vs +8,6 % en janvier) mais l'économie montre des signes de faiblesse (PIB : +0,1 % fin septembre vs +1,8 % fin 2022). Lors de la dernière réunion de l'année, la BCE a décidé de réduire les réinvestissements du PEPP à partir du 2^e semestre 2024 (-7,5 milliards d'euros en moyenne mensuelle) et d'interrompre complètement les réinvestissements à partir du 1^{er} janvier 2025. A fin décembre les marchés anticipaient le maintien des taux au niveau actuel jusqu'au T2 2024 et une baisse de 160 bps sur d'ici fin 2024.

Après avoir subi un écartement des taux courts au premier semestre, les taux souverains se sont écartés fortement sur les maturités longues au mois d'octobre puis sont revenus au niveau de début septembre en fin d'année. Les rendements des obligations allemandes à 2 ans ont progressé de 51bps au S1 et baissé de -28bps depuis le début de l'année (2,39 % fin 2023 contre 2,67 % début 2023). En parallèle, le taux des emprunts d'état Allemands à 10 ans s'est établi à 2,02 % à fin décembre 23 après avoir atteint un point haut à 3 % mi-octobre (2,39 % à fin juin et 2,44 % début 2023). Les rendements des obligations US ont augmenté de 53bps sur le 2 ans et 14bps sur le 10 ans depuis début 2023 et atteignent respectivement 4,25 % et 3,88 % fin décembre 2023 (contre 4,38 % et 3,7 % début 2023)

En dépit de quelques périodes de fortes baisses (mars et octobre 2023), les marchés actions ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2022. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +19 % et +24,2 % respectivement depuis le début de l'année. Après un épisode de volatilité en milieu de semestre au cours duquel l'index IBOXX Corporate Bond Euro a atteint un plus haut à 115,6 bp, l'indice s'est établi à 91bps à fin décembre 2023, un niveau très proche de celui observé fin 2022.

5. REFINANCEMENT

Mobilize Financial Services France se refinance auprès du groupe Mobilize Financial Services. Ses besoins de liquidité sont suivis et assurés par le groupe.

6. NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Créances à vue sur établissements de crédit	(465 838)	332 048
Comptes ordinaires débiteurs	(465 840)	332 047
Créances rattachées	2	1
Créances à terme sur établissements de crédit	4 415 151	4 234 567
Comptes et prêts à terme	4 409 825	4 231 572
Créances rattachées	5 326	2 995
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	3 949 313	4 566 615
(*) Dont entreprises liées	4 415 150	4 234 567

Ces créances ne comportent pas de part subordonnée.

Ventilation par durées résiduelles	12/2023	12/2022
Inférieur à 3 mois	751 089	1 449 843
De 3 à 12 mois	167 300	1 577 600
De 1 à 5 ans	3 030 924	1 539 172
Supérieur à 5 ans		
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	3 949 313	4 566 615

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de la France.

Les comptes ordinaires débiteurs comprennent principalement les créances sur le réseau suite au rachat des véhicules en fin de contrat de crédit-bail ou assimilé.

Les prêts à la clientèle financière comprennent les versements effectués par Mobilize Financial Services France aux FCT.

Note 2 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Crédits non douteux à la clientèle	3 812 715	3 959 359
Encours de crédit affecté non titrisé	760 714	716 356
Encours Carte et prêts personnels revolving	36 825	38 650
Encours sur financement stock réseaux	2 731 571	3 029 381
Encours sur financement d'exploitation	289 270	184 742
Créances rattachées sur contrats non douteux	3 135	3 007
Provisions sur créances impayées	(8 800)	(12 777)
Crédits douteux à la clientèle	38 969	31 462
Créances rattachées sur contrats douteux	30	29
Créances sur contrats douteux	44 560	40 227
Provisions sur contrats douteux	(18 321)	(17 263)
Créances rattachées sur contrats douteux compromis	95	270
Créances sur contrats douteux compromis	77 848	77 620
Provisions sur contrats douteux compromis	(65 243)	(69 421)
Concours divers	480 509	569 102
Prêts au personnel	145	152
Créances commerciales	156 890	121 985
Prêts à la clientèle financière	314 814	383 706
Autres concours à la clientèle	7 846	7 892
Valeurs non imputées	814	38 444
Créances rattachées sur concours divers		533
Créances douteuses sur concours divers		16 390
Comptes ordinaires	72 635	74 312
Comptes ordinaires sains	71 235	72 539
Comptes ordinaires douteux	968	1 419
Comptes ordinaires douteux compromis	432	354
Etalements	1 369	(1 458)
Etalement des bonifications	(17 784)	(18 361)
Etalement des frais de dossier reçus	(557)	(1 434)
Etalement des commissions versées	13 041	7 276
Etalement des autres charges versées	6 669	11 061
Total net des créances sur la clientèle (*)	4 406 197	4 632 777
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>136 985</i>	<i>311 678</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2023	12/2022
Inférieur à 3 mois	2 239 924	1 910 725
De 3 à 12 mois	1 605 564	2 187 922
De 1 à 5 ans	539 222	515 660
Supérieur à 5 ans	21 487	18 470
Total net des créances sur la clientèle	4 406 197	4 632 777

Ventilation par secteurs d'activité	12/2023	12/2022
Financement clientèle	982 908	912 421
Valeur brute des encours	1 071 033	1 004 100
Dépréciation des encours	(88 125)	(91 679)
Financement réseaux	3 277 130	3 594 454
Valeur brute des encours	3 281 369	3 602 236
Dépréciation des encours	(4 239)	(7 782)
Autres créances sur la clientèle	146 159	125 902
Valeur brute des encours	146 159	125 902
Dépréciation des encours		
Total net des créances sur la clientèle	4 406 197	4 632 777

Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Titres de placement	715 969	461 647
Titres à revenu fixe	715 440	461 300
Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe	529	347
Total des obligations et autres titres à revenu fixe	715 969	461 647

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services a souscrit :

- les titres Class B non notés émis par le FCT Master Cars Alliance Auto Loans France,
- les titres Class C non notés émis par le FCT Cars Alliance Auto Loans France V2022-1,
- les titres Class B non notés émis par le CARS Alliance Auto Leases France FCT Master,
- les titres Class C non notés émis par le CARS Alliance Auto Leases France V 2020 – 1,
- les titres Class C non notés émis par le CARS Alliance Auto Leases France V 2023 – 1,
- les titres Class C non notés et les titres de Class B non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France RV MASTER.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA
Date de début	mai-12	octobre-20	juillet-13	octobre-20	mars-21	mai-22	octobre-23
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France FCT Master	Cars Alliance Auto Leases France FCT Master	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Leases France FCT V 2020-1	Cars Alliance Auto Leases France FCT Master VR	Cars Alliance Auto Loans France V2022-1	Cars Alliance Auto Leases France FCT V 2023
Nature des créances cédées	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (loyer)	Créances concessionnaires indépendants	LOA automobiles (loyer)	LOA automobiles (valeurs résiduelles)	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Montant des créances cédées à l'origine							
Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-23	Class A Notation AAA 656 700	Class A Notation AAA 722 200	Class A Notation AA 1 000 000	Class A Notation AAA 299 970	Class A Non notées 400 000	Class A Notation AAA 619 393	Class A Notation AAA 700 000
	Class B Non notées 104 200	Class B Non notées 91 000		Class B Notation AA 41 500	Class B Non notées 390 600	Class B Notation AA 52 300	Class B Notation AA 36 900
Montant (en Keur) des titres souscrits				Class C Non notées 52 500		Class C Non notées 44 800	Class C Non notées 32 340

Note 4 : Actions et autres titres à revenu variable (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Titres à revenu variable	2	2
Total des actions et autres titres à revenu variable	2	2

Note 5 : Parts dans les entreprises liées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Parts dans les entreprises liées non cotées	81 387	81 387
Total des parts dans les entreprises liées	81 387	81 387

Les parts dans les entreprises liées sont les titres dans la société Diac Location détenue à 100 %. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces parts.

Note 6 : Crédit-bail et location avec option d'achat (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Immobilisations brutes	10 261 683	8 772 367
Amortissements	(3 872 150)	(3 785 559)
Loyers échus	16 046	13 255
Provisions sur créances impayées	(10)	(25)
Créances rattachées	100 530	100 545
Encours Crédit Bail et location avec option d'achat titrisés	(2 938 333)	(2 297 629)
Loyers douteux	23 843	4 667
Provisions sur loyers douteux	(7 124)	(4 553)
Loyers douteux compromis	52 204	61 266
Provisions sur loyers douteux compromis	(66 132)	(61 227)
Etalement des bonifications	(113 443)	(27 453)
Etalement des commissions versées	53 354	12 821
Etalement des autres charges versées	4 965	5 647
Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (*)	3 515 433	2 794 122
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(74 135)</i>	<i>(10 013)</i>

Le montant de la réserve latente brute des immobilisations données en location (différence de valorisation des encours financiers par rapport à celle des immobilisations nettes) s'établit à 1 265,1 Meur au 31 décembre 2022 et à 1 211,4 Meur au 31 décembre 2023.

Note 7 : Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Valeur brute des immobilisations incorporelles	26 415	24 772
Concessions, brevet et droits similaires	25 174	23 531
Autres immobilisations incorporelles	1 241	1 241
Amortissements des immobilisations incorporelles	(24 147)	(23 345)
Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires	(23 604)	(22 815)
Amortissements sur autres immobilisations incorporelles	(543)	(530)
Total des immobilisations incorporelles	2 268	1 427

Note 8 : Immobilisations corporelles (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Valeur brute des immobilisations corporelles	85 120	80 546
Terrains	2 091	2 091
Constructions	17 607	17 607
Installations générales, AA des constructions	10 523	10 523
Installations générales, AA divers	16 085	15 513
Matériel et mobilier de bureau	4 797	4 462
Matériel et mobilier informatique	34 017	30 350
Amortissements des immobilisations corporelles	(73 028)	(69 037)
Amortissements sur constructions	(16 659)	(16 515)
Amortissements sur installations générales, AA des constructions	(9 766)	(9 661)
Amortissements sur installations générales, AA divers	(13 050)	(12 013)
Amortissements sur matériel et mobilier de bureau	(4 310)	(4 228)
Amortissements sur matériel et mobilier informatique	(29 243)	(26 620)
Total des immobilisations corporelles	12 092	11 509

Note 9 : Autres actifs (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Etat	110 724	24 037
Créances sociales	421	344
Débiteurs divers	112 835	98 344
Créances rattachées sur débiteurs divers	232 237	59 427
Total des autres actifs	456 217	182 152

Note 10 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Charges à répartir sur frais et primes d'émission des emprunts	3 825	4 216
Charges constatées d'avance	1 756	1 237
Autres produits à recevoir	944	259
Valeurs à l'encaissement	181 234	102 397
Autres comptes de régularisation actif	737	834
Total des comptes de régularisation	188 496	108 943

Note 11 : Dettes envers les établissements de crédit (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Dettes à vue sur établissements de crédit	(356 703)	110 376
Comptes ordinaires créditeurs	(357 194)	108 755
Dettes rattachées	491	1 621
Créances à terme sur établissements de crédit	12 278 275	11 349 229
Comptes et emprunts à terme	12 128 770	11 282 000
Dettes rattachées	149 505	67 229
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	11 921 572	11 459 605
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>12 491 401</i>	<i>11 449 870</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2023	12/2022
Inférieur à 3 mois	3 644 272	3 569 666
De 3 à 12 mois	2 036 530	3 557 939
De 1 à 5 ans	6 240 770	4 332 000
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes envers les établissements de crédit	11 921 572	11 459 605

Note 12 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	59 207	46 189
Comptes ordinaires créditeurs	46 362	38 017
Acomptes et autres sommes dues	6 823	5 992
Dettes vis-à-vis de la clientèle financière	3 719	661
Dettes rattachées	2 303	1 519
Total des opérations avec la clientèle (*)	59 207	46 189
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>7</i>	

Les échéances de ces opérations sont toutes à moins de trois mois.

Note 13 : Dettes représentées par un titre (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Dettes représentées par un titre	149 550	164 937
Titres de créances négociables	149 550	164 937
Total des dettes représentées par un titre	149 550	164 937

Ventilation par durées résiduelles	12/2023	12/2022
Inférieur à 3 mois	149 550	164 937
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes représentées par un titre	149 550	164 937

Note 14 : Autres passifs (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Etat	28 575	24 490
Fourn d'immos	12 655	4 904
Dettes sociales	93 124	84 996
Créditeurs divers	14 418	12 955
Dettes rattachées sur créditeurs divers	21 354	152 068
Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et assimilées	48	50
Total des autres passifs	170 174	279 463

Note 15 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts	4 565	3 114
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et assimilées	334 341	201 341
Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle	21 963	21 160
Autres charges à payer	47 383	47 439
Autres comptes de régularisation passif	3 548	117
Total des comptes de régularisation	411 800	273 171

Note 16 : Provisions (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2022	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2023
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	43 600	108 590	(267)		(1)	151 922
Engagements par signature	364	273	(267)		(1)	369
Autres risques et charges	43 236	108 317				151 553
Provisions sur opérations non bancaires	34 464	7 350	(3 806)	(6 627)		31 381
Engagements de retraite	22 147	2 382	(3 236)			21 293
Plans sociaux et de restructuration	10 049	1 375		(6 218)		5 206
Autres litiges avec le personnel	244	538	(570)	(19)		193
Autres risques et charges	2 024	3 055		(390)		4 689
Total des provisions	78 064	115 940	(4 073)	(6 627)	(1)	183 303

(*) Autres variations = Reclassements et fusion

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Un stock de provision de restructuration de 5 206 K€ est comptabilisé à fin décembre 2023 : il concerne les plans de dispense d'activité. Il s'agit de provisions pour plan social (départ anticipé pour retraite).

Une provision spéciale, provision sur opérations bancaires pour autres risques et charges, d'un montant de 151 553 K€, a été comptabilisée en miroir du profit constaté au moment de la cession des contrats dans le cadre de l'extension du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER en 2023. Le montant de cette provision correspond à la valeur nette comptable des valeurs résiduelles titrisées à la date l'extension de la cession de contrats au FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER limitée au montant de la plus-value dégagée. La provision est reprise en fonction de l'amortissement des encours de référence et du débouclage de contrats, que le client exerce ou non son option d'achat.

Note 16.1 : Provisions pour engagements de retraite et assimilés (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Valeur actuarielle des engagements	Valeur actuarielle des fonds investis	Engagements nets des fonds investis	Ecart actuariels	Provision au bilan
Solde au 31 décembre 2021	32 339	0	32 339	(11 227)	21 112
Charge nette de l'exercice 2022	3 382		3 382		3 382
Prestations et contributions payées	(2 347)		(2 347)		(2 347)
Ecart actuariels	(1 035)		(1 035)	1 035	
Solde au 31 décembre 2022	32 339	0	32 339	(10 192)	22 147
Variation de l'exercice 2023	1 493		1 493		1 493
Prestations et contributions payées	(2 347)		(2 347)		(2 347)
Ecart actuariels	854		854	(854)	
Solde au 31 décembre 2023	32 339	0	32 339	(11 046)	21 293

Principales hypothèses actuarielles retenues	12/2023	12/2022
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	2,44 %	1,84 %
Taux d'actualisation financière	3,12 %	3,10 %
Taux de départ des salariés de l'entreprise	8,02 %	6,99 %

Note 16.2 : Provisions sur opérations bancaires (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2022	Dotations	Reprises	Autres (*) variations	12/2023
Dépréciation	165 266	24 461	(24 095)	(2)	165 630
Opérations avec la clientèle	165 266	24 461	(24 095)	(2)	165 630
Provisions sur opérations bancaires	43 600	108 590	(267)	(1)	151 922
Engagements par signature	364	273	(267)	(1)	369
Autres risques et charges	43 236	108 317			151 553
Total	208 866	133 051	(24 362)	(3)	317 552
(*) Autres variations = Reclassements et fusion					

Les dépréciations d'opérations avec la clientèle afférentes à des encours douteux sont de 25 445 K€, les provisions afférentes à des encours compromis sont de 131 375 K€.

Note 17 : Dettes subordonnées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Titres participatifs	9 188	9 188
Dettes rattachées sur titres participatifs	127	127
Total des dettes subordonnées	9 315	9 315

Ventilation par durées résiduelles	12/2023	12/2022
Inférieur à 3 mois		
De 3 à 12 mois	127	127
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans	9 188	9 188
Total des dettes subordonnées	9 315	9 315

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %. L'emprunt est perpétuel.

Note 18 : Capitaux propres (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2022	Affectation Résultat 2022	Variation 2023	12/2023
Capital souscrit	415 101			415 101
Réserve légale	41 510			41 510
Report à nouveau	(15 765)	88 990	(72 401)	824
Résultat de l'exercice	88 991	(88 991)	(34 982)	(34 982)
Total des capitaux propres	529 837	(1)	(107 383)	422 453

Le capital est constitué de 96 535 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 4,30 euros conférant à leurs propriétaires les mêmes droits.

Note 19 : Engagements donnés (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Engagements de financement	793 227	1 127 692
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	788 751	1 123 864
Autres engagement en faveur des établissements de la clientèle	4 476	3 828
Engagements de garantie		67
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit		67
Autres engagements donnés	1 180 761	1 260 872
Valeurs affectées en garantie	1 180 761	1 260 872
Total des engagements donnés (*)	1 973 988	2 388 631
<i>(*) Dont entreprises liées</i>		67

Ventilation par durées résiduelles	12/2023	12/2022
Inférieur à 3 mois	1 970 445	2 385 856
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans	3 543	2 775
Total des engagements donnés	1 973 988	2 388 631

Note 20 : Engagements reçus (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Engagements de garantie	6 189 920	4 896 194
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	10 697	9 444
Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle	638 406	635 067
Gages et autres suretés réelles reçus de la clientèle	22 050	22 050
Engagement de reprise des véhicules loués	5 518 767	4 229 633
Total des engagements reçus (*)	6 189 920	4 896 194
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	1 794 927	1 626 962

Ventilation par durées résiduelles	12/2023	12/2022
Inférieur à 3 mois	1 429 490	1 618 566
De 3 à 12 mois	1 076 351	1 248 876
De 1 à 5 ans	3 672 977	2 028 752
Supérieur à 5 ans	11 102	
Total des engagements reçus	6 189 920	4 896 194

Note 21 : Instruments financiers à terme et change au comptant (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/23	Juste valeur 12/23
Couverture du risque de taux					
Swap de taux					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	1 750 064			1 750 064	
Ventes (Prêts) de swaps de taux	1 750 064			1 750 064	

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/22	Juste valeur 12/22
Couverture du risque de taux					
Swap de taux					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	1 471 196			1 471 196	
Ventes (Prêts) de swaps de taux	1 471 196			1 471 196	

Les opérations sur instruments financiers de taux d'intérêts sont réalisées dans le cadre de la couverture globale du risque de taux d'intérêt. Les interventions sur les marchés d'instruments financiers à terme, principalement effectuées sur des marchés de gré à gré, ont essentiellement pour but de minimiser l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Note 22 : Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	134 838	46 392
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	247 033	100 366
Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	12 603	11 307
Intérêts et produits sur autres opérations	1 672	12 167
Total des intérêts et produits assimilés	396 146	170 232

Note 23 : Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	(432 261)	(152 494)
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	(3 923)	(8 407)
Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(6 509)	(5 932)
Intérêts et charges sur dettes subordonnées	(601)	(601)
Total des intérêts et charges assimilées	(443 294)	(167 434)

Note 24 : Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 699 558	2 346 933
Loyers	1 712 531	1 554 956
Intérêts de retard	1 955	1 907
Plus-values sur cession immobilisations	986 531	791 244
Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)	(1 515)	(1 355)
Reprises de provisions	144	228
Dotations aux provisions	(88)	(47)
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	(2 437 835)	(2 054 954)
Dotations aux amortissements	(2 289 487)	(2 044 076)
Reprises d'amortissements	133	76
Etalement des commissions et autres charges versées	2 676	(24 193)
Moins-values sur cession immobilisations	(143 017)	21 338
Autres charges	(8 140)	(8 099)
Total sur opérations de crédit bail et assimilées	261 723	291 979

Mobilize Financial Services France cède ses créances au profit du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER pour la valeur de son capital restant dû, c'est-à-dire la valeur financière du contrat comprenant son amortissement financier calculé selon l'échéancier client, sur la durée du contrat, sur une base hors valeur résiduelle. La valeur de l'actif au bilan social de Mobilize Financial Services France est calculée selon un amortissement linéaire sur la base de la valeur brute du contrat y compris valeur résiduelle.

La plus-value réalisée correspond à la différence entre l'amortissement social et l'amortissement financier calculée pour chaque contrat titrisé, pour sa partie loyer et pour sa valeur résiduelle.

Note 25 : Revenus des titres à revenu variable (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Revenus du portefeuille de placement	185 735	166 130
Revenus des titres détenus à long terme	2	2
Total des revenus des titres à revenu variable	185 737	166 132

Les revenus du portefeuille de placement correspondent à la rémunération de la part résiduelle dans les FCT.

Note 26 : Commissions (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Commissions (Produits)	21 528	20 869
Commissions clientèles	24	32
Commissions titres	21 461	20 140
Commissions autres	43	697
Commissions (Charges)	(901)	(950)
Commissions autres	(901)	(950)
Total des commissions	20 627	19 919

Note 27 : Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	(33 169)	1 719
Opérations de change	57	(4)
Opérations de taux	(33 226)	1 723
Total des gains ou pertes sur opérations financières	(33 169)	1 719

Note 28 : Autres produits d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Autres produits d'exploitation bancaire	198 510	192 442
Produits des prestations accessoires aux contrats de financement	161 904	147 199
Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules)	33 652	27 490
Opérations faites en commun	482	72
Autres produits d'exploitation bancaire	2 472	17 681
Autres produits d'exploitation	5 391	1 997
Produits des prestations des activités de service	1 878	1 918
Autres produits d'exploitation	3 513	79
Total des autres produits d'exploitation	203 901	194 439

Note 29 : Autres charges d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Autres charges d'exploitation bancaire	(25 509)	(31 697)
Charges des prestations accessoires aux contrats de financement	(25 844)	(25 825)
Opérations faites en commun	(41)	(163)
Autres charges d'exploitation bancaire	(4)	(5 459)
Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire	380	(250)
Autres charges d'exploitation	(585)	(165)
Autres charges d'exploitation	(585)	(165)
Total des autres charges d'exploitation	(26 094)	(31 862)

Note 30 : Charges générales d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Frais de personnel	(64 374)	(78 182)
Salaires et traitements	(111 389)	(102 778)
Charges sociales sur retraites	(11 534)	(13 078)
Autres charges sociales	(43 657)	(43 374)
Participation des salariés	(4 649)	(6 903)
Intéressement des salariés	459	(2 033)
Refacturation des frais de personnel	101 553	94 731
Autres frais de personnel	4 843	(4 747)
Autres frais administratifs	(295 445)	(298 698)
Impôts et taxes	(23 767)	(20 363)
Travaux, fournitures et services extérieurs	(90 732)	(77 622)
Commissions non étalables versées au réseau commercial	(226 237)	(248 954)
Variation des provisions sur autres frais administratif	(2 994)	85
Refacturation des frais administratifs	48 285	48 156
Total des autres charges générales d'exploitation (*)	(359 819)	(376 880)
<i>(*) dont honoraires de commissariat aux comptes</i>	<i>(263)</i>	<i>(263)</i>

Effectif moyen	12/2023	12/2022
Employés		
Agents de maîtrise	778	729
Cadres	972	937
Contrats à durée déterminée	11	12
Total	1 761	1 678

Note 31 : Coût du risque par catégorie de clientèle (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Coût du risque sur opérations de location	(137 970)	(25 177)
Dotations aux provisions	(12 793)	(19 560)
Reprises de provisions	5 276	14 135
Abandons de créances	(142 343)	(27 855)
Récupérations sur créances amorties	11 890	8 103
Coût du risque sur opérations de crédit	(64 312)	(86 403)
Dotations aux provisions	(11 459)	(39 641)
Reprises de provisions	18 209	32 757
Abandons de créances	(72 175)	(88 431)
Récupérations sur créances amorties	1 113	8 912
Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle	(59)	(6)
Abandons de créances	(59)	(52)
Récupérations sur créances amorties		46
Coût du risque sur autres opérations	(6)	(100)
Dotations aux provisions	(273)	(272)
Reprises de provisions	267	172
Total du coût du risque	(202 347)	(111 686)

Note 32 : Impôts sur les bénéfices

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Impôts courants	(33 601)	(61 993)
Total des impôt sur les bénéfices	(33 601)	(61 993)

La charge d'impôt figurant au compte de résultat représente uniquement l'impôt exigible en France au titre de l'exercice et ne tient pas compte des éventuels actifs ou passifs latents d'impôt.

La société est intégrée fiscalement par la société Renault SA. L'impôt comptabilisé correspond à celui qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale.

Note 33 : Résultat par secteurs d'activité (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2023	12/2022
Financement Clientèle		
Produit net bancaire	448 002	511 013
Résultat brut d'exploitation	131 713	179 245
Résultat d'exploitation	(17 994)	120 569
Résultat courant avant impôt	(17 994)	120 569
Financement Réseaux		
Produit net bancaire	117 573	134 109
Résultat brut d'exploitation	69 251	83 423
Résultat d'exploitation	16 611	30 413
Résultat courant avant impôt	16 611	30 413
Autres activités		
Produit net bancaire	2	2
Résultat brut d'exploitation	2	2
Résultat d'exploitation	2	2
Résultat courant avant impôt	2	2
Toutes activités		
Produit net bancaire	565 577	645 124
Résultat brut d'exploitation	200 966	262 670
Résultat d'exploitation	(1 381)	150 984
Résultat courant avant impôt	(1 381)	150 984

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Tableau des filiales et des participation (En milliers d'euros)

Détail des participations dont la valeur excède 1 % du capital de la société (en KEUR)	Pays	Capital social	Capitaux propres (hors capital social)	% de détention	Résultats nets du dernier exercice clos
Filiales détenues à + de 50 %					
Diac Location SA 14, avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy le Grand	France	29 241	885 161	100,00 %	(10 447)

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (en KEUR)	Filiales		Participations		Autres sociétés	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable brute des titres détenus	81 347				40	0
Valeur comptable nette des titres détenus	81 347				40	0
Prêts et avances consentis par la société						
Cautions et avals donnés par la société						
Dividendes encaissés par la société						

Affectation du résultat

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Résultat net de l'exercice 2023	-34 981 606,46
Report à nouveau antérieur	824 710,83
Solde disponible	-34 156 895,63
Dividendes	0
Solde du compte report à nouveau	-34 156 895,63

L'Assemblée générale décide de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2023.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices de DIAC S.A ont été :

- Au titre de l'exercice 2020, un dividende de 0,71 EUR par action a été distribué,
- Au titre de l'exercice 2021, il n'y a pas eu de dividende distribué.
- Au titre de l'exercice 2022, un dividende de 0,75 EUR par action a été distribué.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société DIAC S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et évaluation des dépréciations (S1/S2/S3)

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Le groupe DIAC constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. En conformité avec la norme IFRS 9 « Instruments financiers », le groupe DIAC calcule des dépréciations sur pertes de crédit attendues sur les actifs sains (bucket 1), sur les actifs dont le risque s'est dégradé depuis la comptabilisation initiale (bucket 2) et sur les actifs défaillants (bucket 3), tel que décrit dans la « Règles et méthodes comptables » des états financiers consolidés.</p> <p>Nous considérons que les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les opérations avec la clientèle finale et au réseau de concessionnaires constituent un point clé de l'audit en raison de leur importance à l'actif du bilan du groupe, de l'utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans les modèles de calcul et du recours important au jugement par la direction.</p> <p>Les modalités d'estimation des dépréciations prennent en compte le contexte macro-économique contrasté qui se traduit notamment par le ralentissement de l'inflation et la hausse des taux, ces modalités sont décrites dans la note « Adaptation à l'environnement économique et financier » des états financiers consolidés.</p> <p>Les provisions pour dépréciation au titre du risque de crédit sont présentées dans les notes 3 et 4 de l'annexe aux comptes consolidés et s'élèvent à 353 millions d'euros pour un encours de 18 872 millions d'euros de valeur brute au 31 décembre 2023.</p>	<p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ; - évaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul de dépréciations pour pertes de crédit attendues ; - apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous-tendant les dépréciations complémentaires constituées ; - apprécier les hypothèses utilisées dans la détermination des modèles de Forward-Looking, notamment la pondération des différents scénarii retenue, et la gouvernance sous-tendant le choix des pondérations ; - réaliser des contrôles sur le système informatique, incluant une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques participant à l'élaboration de l'information financière relative à IFRS 9 ; - apprécier le processus de classification des actifs par catégorie ; - réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle finale et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ; - examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés au regard des règles comptables applicables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société DIAC S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 20 mai 2020 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG SA était dans la 10^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 4^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidés, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes,

KPMG S.A.
Paris La Défense, le 26 avril 2024
Ulrich SARFATI

Mazars
Courbevoie, le 26 avril 2024
Anne VEAUTE

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	12/2023	12/2022
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 751	4 733
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	18 141	17 009
Actifs d'impôts courants	5	29	0
Actifs d'impôts différés	5	1	1
Créances fiscales hors impôts courants	5	106	36
Comptes de régularisation et actifs divers	5	748	337
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	378	449
Immobilisations corporelles et incorporelles	6	16	15
TOTAL ACTIF		24 170	22 580
PASSIF - En millions d'euros	Notes	12/2023	12/2022
Dettes envers les établissements de crédit	7.1	15 680	14 214
Dettes envers la clientèle	7.2	84	76
Dettes représentées par un titre	7.3	4 685	4 480
Passifs d'impôts courants	9	3	2
Passifs d'impôts différés	9	489	512
Dettes fiscales hors impôts courants	9	8	4
Comptes de régularisation et passifs divers	9	507	651
Provisions	10	50	56
Dettes subordonnées	12	11	15
Capitaux propres		2 653	2 570
- Dont capitaux propres part du groupe		2 653	2 570
Capital souscrit et réserves liées		415	415
Réserves consolidées et autres		2 085	2 067
Gains ou pertes latents		(4)	(2)
Résultat de l'exercice		157	90
TOTAL PASSIF		24 170	22 580

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	12/2023	12/2022
Intérêts et produits assimilés	19	899	508
Intérêts et charges assimilées	20	(741)	(266)
Commissions (Produits)	21	380	355
Commissions (Charges)	21	(201)	(188)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	22	4	2
Produits des autres activités	23	209	195
Charges des autres activités	23	(150)	(172)
PRODUIT NET BANCAIRE		400	434
Charges générales d'exploitation	24	(182)	(183)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(5)	(6)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		213	245
Coût du risque	25	(36)	(72)
RESULTAT D'EXPLOITATION		177	173
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés			
RESULTAT AVANT IMPOTS		177	173
Impôts sur les bénéfices	26	(20)	(83)
RESULTAT NET		157	90
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			
Dont part des actionnaires de la société mère		157	90
Résultat net par action (1) et en euros		1,63	0,93
Résultat net dilué par action et en euros		1,63	0,93
<i>(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions</i>			

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	12/2023	12/2022
RESULTAT NET	157	90
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	(2)	6
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(2)	6
Autres éléments du résultat global	(2)	6
RESULTAT GLOBAL	155	96
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		
Dont part des actionnaires de la société mère	155	96

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2021	415		1 952		(8)	115	2 474		2 474
Affectation du résultat de l'exercice précédent			115			(115)			
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2022	415		2 067		(8)		2 474		2 474
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					6		6		6
Résultat de la période avant affectation						90	90		90
Résultat global de la période					6	90	96		96
Capitaux propres au 31 décembre 2022	415		2 067		(2)	90	2 570		2 570
Affectation du résultat de l'exercice précédent			90			(90)			
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2023	415		2 157		(2)		2 570		2 570
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(2)		(2)		(2)
Résultat de la période avant affectation						157	157		157
Résultat global de la période					(2)	157	155		155
Distribution de l'exercice (2)			(72)				(72)		(72)
Capitaux propres au 31 décembre 2023	415		2 085		(4)	157	2 653		2 653

(1) Au 31 décembre 2023, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque SA.

(2) Distribution à l'actionnaire RCI Banque S.A. d'un dividende sur le résultat 2022 de 72 millions d'euros.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Résultat net	157	90
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5	6
Dotations nettes aux provisions	(11)	49
Produits et charges d'impôts différés	(23)	18
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(4)	(2)
Capacité d'autofinancement	124	161
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(145)	99
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(178)	170
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	907	1 814
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(178)	(332)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	1 085	2 146
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 047)	(2 028)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 057)	(2 030)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	10	2
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(182)	332
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	207	306
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(389)	26
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(322)	118
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(343)	378
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(8)	(3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(8)	(3)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(72)	0
- Dividendes versés	(72)	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(72)	0
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	0	(2)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(423)	373
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	346	(27)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	346	(27)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(77)	346
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	335	499
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(412)	(153)
Variation de la trésorerie nette	(423)	373

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composé d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 7.1.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A. est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand, France.

DIAC S.A. a pour principale activité le financement des marques des Groupes Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés annuels du groupe DIAC S.A. au 31 décembre 2023 portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2023, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 mars 2024 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2024.

Distribution de dividendes 2022

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France, pour l'année 2022, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 mars 2023 et approuvés à l'Assemblée Générale ordinaire du 19 mai 2023. Il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende de 72 millions d'euros sur le résultat 2022, soit un dividende par action de 0,75 euro.

Dividendes au titre de l'exercice 2023

Aucun

FAITS MARQUANTS

Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation :

Mobilize Financial Services France (MFSF) a mis en place un nouveau programme de titrisation des encours de Location avec Option d'Achat (LOA) originé par DIAC. Dans le cadre de ce programme, une opération publique (compartiment « Cars Alliance Auto Lease France V 2023-1 ») pour environ 737 millions d'euros adossée à des créances de loyer a été émise (dont 700 millions d'euros de titres senior [100 millions d'euros auto-souscrits] et environ 37 millions d'euros de titres subordonnés).

REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application de la réglementation européenne, les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France de l'exercice 2023 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2023 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

A) Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services France applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023.

➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023

IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance
Amendement IAS 12	Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction Réforme fiscale internationale (pilier 2)
Amendement IAS 1	Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives
Amendements IAS 8	Définition des estimations comptables

L'application des amendements IAS 12, IAS 1 et IAS 8 et de la nouvelle norme IFRS 17 à compter du 1^{er} janvier 2023 sont sans effet significatif sur les états financiers du groupe.

➤ Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le groupe

Amendement IFRS 16	Passif de location dans le cadre d'une cession-bail	1 ^{er} janvier 2024
Amendement IAS 1	Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Passifs non courants assortis de clauses restrictives	1 ^{er} janvier 2024

Le groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

➤ Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs, l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Amendement IAS 7	Entente de financement de fournisseurs	1 ^{er} janvier 2024
Amendement IAS 21	Effets des variations des cours des monnaies étrangères (absence de convertibilité)	1 ^{er} janvier 2025

Le groupe n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

B) Principes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées au sens d'IFRS 10 (entreprises associées ou contrôle conjoint – co-entreprises), directement ou indirectement, par le groupe (filiales et succursales).

Les actifs titrisés de DIAC S.A., pour lesquels le groupe Mobilize Financial Services France a conservé la majorité des risques et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan. En effet, le groupe garde le contrôle, selon IFRS 10, sur les véhicules fonds commun de titrisation-FCT qu'il crée dans le cadre de ses titrisations car il garde les parts les plus risquées. Ce sont elles qui déterminent qui a le pouvoir dans le véhicule fonds commun de titrisation-FCT. Ainsi, ayant le contrôle, le groupe peut consolider et éliminer les opérations réciproques ; tout en conservant les créances cédées. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe. En parallèle, les emprunts obligataires émis par le Fonds sont intégrés au passif du bilan du groupe et les charges y afférentes sont intégrées au compte de résultat.

Ainsi, lors de la titrisation le groupe ne décomptabilise pas les créances titrisées car le véhicule (fonds commun de titrisation-FCT), qui gère la titrisation reste sous le contrôle du groupe Mobilize Financial Services France. Le paragraphe 3.2.4 IFRS 9, vient appuyer cette absence de décomptabilisation des créances cédées dans le cadre des programmes de titrisation.

A noter que dans le cadre du business model de « collecte », dans le cadre de la politique comptable et de seuils pratiquée par le groupe, les cessions de créances via la titrisation sont les cessions peu fréquentes mais significatives. Ces cessions de créances via la titrisation ne remettent pas en cause le business model de « collecte » appliqué à ces portefeuilles.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Les sociétés consolidées par le groupe Mobilize Financial Services France sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi ainsi que les sociétés de service associées.

C) Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2017-02 du 14 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

D) Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services France doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Mobilize Financial Services France revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

Ces estimations sont prises en compte dans chacune des notes correspondantes.

Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice précédent.

E) Forward Looking

La provision « forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

Approche sectorielle

La provision forward looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques (dont les entreprises opérant dans ces secteurs et les particuliers travaillant dans ces entreprises).

A fin décembre 2023, les secteurs identifiés comme risqués, notamment à cause de la hausse des prix des matières premières, de l'énergie et des taux d'intérêt, sont l'hôtellerie, la restauration, le textile, la distribution de vêtements et la construction, ajoutée lors de la dernière revue de juin 2023.

Le secteur des transports de passagers est sorti des secteurs risqués du fait du retour à la normale post Covid et de la reprise du tourisme, notamment la réouverture de la Chine, ainsi qu'à l'impact des politiques publiques, comme celles mises en œuvre en Allemagne.

Le taux de provisionnement moyen de ces secteurs a été augmenté en appliquant la moyenne du taux de provisionnement des encours B1 (Bucket 1) et du taux de provisionnement des encours Bucket 2 appliquée aux expositions B1. La méthodologie a été revue car une étude des transitions de B1 vers B2 a démontré que le comportement de paiement des entreprises et salariés n'était plus en adéquation avec le taux de provisionnement antérieur.

L'impact (reprise nette) en 2023 est de 3 millions d'euros et se décompose principalement par la dotation de 10 millions d'euros pour l'ajout du secteur construction et par les reprises de 10 millions d'euros pour le changement de méthodologie de provisionnement et enfin de 3 millions d'euros sur l'expertise des secteurs spécifiques GP (Grand Public) et ENT (Entreprise).

La provision expertise sectorielle s'établit à 9,7 millions d'euros à fin décembre 2023, contre 13,1 millions d'euros à fin décembre 2022.

Approche statistique

La provision statistique est basée sur 3 scénarios :

- **Scénario « Stability »** : Stabilité pendant les trois prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;

- **Scénario « Baseline »** : Utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes. Les projections sont basées sur des données macro-économiques utilisées dans le cadre du dispositif ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) de l'institution datant de septembre 2023. Cela permet de stresser les PD et LGD, et donc les ECL sur les portefeuilles disposant de modèles ;

- **Scénario « Adverse »** : Approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macro-économiques dégradées utilisées dans l'ICAAP amenant à des ECL plus élevés.

Les différents scénarios sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance ce qui permet ainsi de calculer une provision Forward Looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario Stability).

A fin septembre 2023, les perspectives de la BCE sont positives quant à la croissance du revenu disponible à une époque où l'inflation globale est moins élevée que l'an passé et où les marchés du travail restent solides. La croissance de l'économie est restée modérée jusqu'à la fin de l'année 2023.

Du fait de l'utilisation des modèles internes dans le calcul du Forward Looking statistique et de la normalisation progressive de la situation macro-économique, le scénario Baseline constitue le scénario dont les projections macro-économiques sont les plus en ligne avec celles de l'OCDE (projections OCDE datant de juin 2023) et reste donc le scénario considéré comme étant le plus probable.

Compte-tenu de la forte volatilité observée au cours des années 2020 et 2022 (crise du Covid-19, confinements, guerre en Ukraine, crise des semi-conducteurs) et des changements macro-économiques observés (accélération de l'inflation), la probabilité d'occurrence du scénario Stability avait été considérée comme relativement faible.

Du fait de la stabilisation progressive de l'environnement économique en 2023 et de la fin annoncée des cycles de resserrement monétaire, le scénario Stability est désormais considéré comme plus probable. Sa pondération a ainsi été revue à la hausse.

La pondération du scénario Adverse est en revanche revue à la baisse alors que la situation macro-économique tend à se stabiliser et que les prévisions de l'OCDE se rapprochent des prévisions du scénario Baseline.

Les nouvelles projections des indicateurs macro-économiques entre l'OCDE et le scénario Adverse étant moins corrélées, le scénario est considéré comme moins probable qu'en décembre 2022.

Clientèle	FL Scénario Poids – Décembre 2022			FL Scénario Poids Décembre 2023 –			Variance		
	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse
France	0,10	0,65	0,25	0,35	0,55	0,10	0,25	-0,10	-0,15

Réseau	FL Scénario Poids – Décembre 2022			FL Scénario Poids – Décembre 2023			Variance		
	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse
France	0,10	0,65	0,25	0,35	0,55	0,10	0,25	-0,10	-0,15

Evolution des paramètres de calcul de la provision forward looking statistique réalisée au 31 décembre 2023 :

Mobilize Financial Services France a développé en 2022 des modèles internes et a utilisé ces modèles pour le calcul des provisions Forward Looking statistiques depuis 2022.

- Activité financement clientèle

A la suite des changements de pondérations des différents scénarios, la provision forward looking statistique Clientèle s'est établie à 27,8 millions d'euros à fin décembre 2023, contre 33,8 millions d'euros à fin décembre 2022.

Après les nouvelles prévisions de l'OCDE, l'économie française s'améliore modérément par rapport à 2022. La pondération du scénario Adverse a été diminuée à 10 % et celle du scénario Stability augmentée à 35 %, justifiée par une inflation inférieure et un PIB supérieur.

- Activité financement réseaux :

La pondération de chacun des scénarios a été alignée avec les pondérations observées sur l'activité de financement clientèle.

A la suite de ces changements de pondérations, la provision de forward looking statistique Réseaux s'établit à 0,03 million d'euros contre 1,0 million d'euros en décembre 2022.

Sensibilité du Forward Looking statistique versus décembre 2022 :

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 34,7 millions d'euros.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Baseline conduirait à une augmentation de 2,5 millions d'euros de la provision statistique.

L'application d'une pondération de 100 % au scénario Adverse conduirait à une augmentation de 45,5 millions d'euros de cette provision.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 37,6 MEUR contre 47,9 MEUR en décembre 2022

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2023
France	22	13	3				38

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2022
France	29	17	1	1			48

Provisions au dire d'expert

Des provisions au dire d'expert sont enregistrées pour compléter les dépréciations statistiques réalisées sur les encours performants et non-performants. En 2023, 4 catégories de provisions au dire d'expert sont établies visant à couvrir un risque spécifique : risque de crédit relatif aux clients identifiés comme fragiles, risque relatif à l'inflation, risque individuel sur des contreparties entreprises, un risque de classification non adapté en stage de risque IFRS 9. Au 31 décembre 2023, le montant total des provisions au dire d'expert s'élève à 3,8 millions d'euros.

Risque relatif aux clients fragiles

En 2022, MFSF groupe a mis en place un dispositif visant à identifier de façon préventive les clients qui pourraient connaître des difficultés financières à faire face aux obligations de paiement de leur crédit. Ce dispositif permet d'évaluer la sévérité de la difficulté financière selon 3 grades. Ainsi, sur les deux grades exprimant la sévérité la plus élevée, une provision est enregistrée, elle s'élève à fin décembre 2023 à 0,9 millions d'euros.

Risque relatif à l'inflation

Sur les portefeuilles Grand Public, un ajustement lié à une dégradation de la solvabilité des clients qui voient le coût de la vie impacté par l'inflation a été généralisé fin 2022. La méthodologie utilisée pour calibrer cet ajustement consiste à estimer quelle part du portefeuille en Bucket 1 serait susceptible de basculer en Bucket 2 en stressant les éléments de coût de la vie, et de couvrir cette partie du portefeuille en Bucket 1 sur la base du taux de provisionnement du Bucket 2. Le stock de cette expertise Inflation représente à fin décembre 2023 une provision de 9 millions d'euros contre 12,1 millions d'euros à fin 2022. Cette expertise a été revue à la baisse du fait de la baisse structurelle de l'inflation et des coûts de l'énergie durant l'année 2023.

Risque individuel sur contrepartie entreprise

Pour les contreparties entreprises avec une note de risque dégradée et une exposition au-delà d'un seuil minimum, une revue individuelle est réalisée. Cette revue vise à évaluer le risque de crédit et à ajuster, par l'enregistrement d'une provision, éventuellement la dépréciation de l'encours de la contrepartie sous revue individuelle. Fin décembre 2023, le montant total des provisions sur risque individuel sur contrepartie entreprise s'élève à 2 millions d'euros.

Risque de classification

Dans certaines circonstances, la classification de prêts aux entreprises en stage 3 (prêts non performants) restitue de façon incorrecte le risque de pertes attendues. Cette lacune apparaît principalement en cas d'impayés dit techniques.

F) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Principe d'évaluation (hors dépréciation) et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Les contrats de « Location Financement » identifiés selon les règles décrites au point G sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes.

A noter que lorsque les commissions sont rattachées à un contrat de financement crédit ou location financière, l'évaluation des commissions se fait actuariellement en fonction du TIE du contrat. L'étalement de ces commissions se fait sur la durée de vie du contrat. En effet, ces commissions sont directement liées à l'établissement du contrat et sont donc traitées comme des coûts marginaux selon IFRS 9.

Lorsque les commissions sont en « stand alone », elles ne sont pas rattachées à un contrat de financement. Ces commissions sont comptabilisées en application d'IFRS 15. Elles sont reconnues en résultat lorsque l'obligation de performance est remplie c'est-à-dire soit à un instant précis soit à l'avancement (cf Note 21).

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(s) des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les " Autres produits d'exploitation bancaire " et " Autres charges d'exploitation bancaire ".

Dégradation significative du risque (définition du bucketing) :

Chaque prêt ou créance, en date d'arrêté, est classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. De cette classification dépend le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination ;

- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment grade ;
- Bucket 3 : Classement en défaut de la contrepartie.

Cette segmentation des encours par niveau de risque, induite par la norme IFRS 9, est intégrée dans les processus de suivi et de gestion des risques de crédit des entités du groupe et implémentée dans les systèmes opérationnels.

La date d'origination est définie au niveau de chaque prêt ou créance et non pas au niveau de la contrepartie (e.g. date d'entrée en relation).
La date d'origination est définie comme suit :

- pour les engagements de financement irrévocables, la date d'origination est la date de signature de l'engagement ou pour les engagements de financement Réseau la date de dernière revue des limites
- pour les encours de crédits classiques, de location financière ou opérationnelle, la date d'origination est la date de son passage en gestion, i.e. date à laquelle l'engagement de financement est extourné et la créance enregistrée au bilan.
- pour les encours « comptes uniques » de crédit Réseau, la date d'origination correspondra à la date de dernier passage en solde débiteur.
- pour les titres, la date d'origination correspond à la date d'achat.

Identification et analyse du risque de crédit

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Mobilize Financial Services France :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement),
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie,
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

De ce fait, la dégradation significative du risque de crédit s'apprécie au niveau de la transaction, c'est-à-dire au niveau du contrat de financement (activité financement Clientèle particuliers et entreprises) ou de la ligne de financement (activité Financement Réseau). Pour les portefeuilles en notation IRB-A, largement majoritaire dans le Groupe, un déclassement du bucket 1 vers le bucket 2 est effectué en fonction de la dégradation de la notation de la transaction par rapport à l'origination.

Exemple : si le rating d'une transaction s'est dégradé de x crans à la date de reporting vs la date d'origination, nous déclassons du bucket 1 vers le bucket 2 la transaction concernée.

Le nombre de crans " x " est déterminé selon le portefeuille considéré.

La note de crédit n'est pas projetée sur la durée de vie de la transaction, ni sur 12 mois.

Les contrats restructurés (forborne) sont soit déclassés en Bucket 2 (performing, "viable forbearance measure") ou en Bucket-3 (non-performing, "distressed forbearance measure").

Pour les portefeuilles en méthode standard (non notés), le déclassement du bucket 1 en bucket 2 s'effectue en fonction d'arbres de décision différents entre les activités Clientèle et Réseau, tenant compte entre autres de la présence d'impayés et des restructurations de contrats (forborne).

Les portefeuilles sont découpés en quatre segments sur lesquels sont développés des scores de comportement : Grand Public, Entreprises, Très Grandes Entreprises, Réseau

Les variables de score sont spécifiques à chaque segment :

- Critères qualitatifs : forme juridique de l'entreprise, âge de l'entreprise, type de véhicule (Véhicule Neuf/Véhicule Occasion), pourcentage d'apport comptant, état civil, mode d'habitation, profession...
- Critères quantitatifs : durée de l'impayé en cours, durée écoulée depuis le dernier impayé régularisé, exposition, durée initiale de financement, ratios bilantiels usuels.

Encours restructurés

Le groupe Mobilize Financial Services France applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24 juillet 2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements.

Elle désigne ainsi les cas :

- de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client),
- de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières.

La classification d'un contrat en encours restructuré est indépendante du provisionnement (par exemple un contrat qui sera restructuré et retournera en encours sain n'aura pas de provisions et sera pourtant qualifié d'encours restructuré durant la période probatoire).

Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

L'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client.

Les conditions de sortie d'un contrat des encours restructurés sont cumulatives et sont les suivantes :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements,
- Un minimum de deux ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant,
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, à minima, de la moitié de la période probatoire,
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat sorti des encours restructurés bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours, il doit être reclassé en encours restructuré.

Dépréciation pour risque de crédit

Selon la norme IFRS 9, il n'est plus nécessaire qu'un fait générateur intervienne pour constater une dépréciation comme c'était le cas sous IAS 39 (« incurred loss »). Ainsi, tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès l'origine (à l'exception de ceux originés ou acquis en présence d'un événement de défaut) :

- A l'origine, l'instrument est affecté d'une perte de valeur représentant les pertes attendues à 12 mois (Bucket 1).
- En cas de détérioration significative du risque de crédit depuis l'origine, l'instrument est alors affecté d'une perte de valeur représentant les pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Définition de l'Expected Credit Loss

La norme IFRS 9 définit l'ECL comme l'espérance de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Cette espérance constituera le montant de la provision allouée à une facilité ou à un portefeuille.

Pour calculer les ECL, la norme exige d'utiliser les informations internes et externes pertinentes (validées) et raisonnablement disponibles, afin de faire des estimations de perte prospectives / forward-looking, qui incluent les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions d'événements futurs et de conditions économiques.

Formule générique de l'ECL

Sur la base des éléments susmentionnés, la formule de calcul de l'ECL utilisée par le groupe Mobilize Financial Services France peut être présentée de manière générique comme suit :

$$\sum_{i=1}^{M \text{ mois}} EAD_i * PD_i^9 * ELBE_0^9 * \frac{1}{(1+t)^{i/12}}$$

Avec :

✓ M = maturité

✓ EAD_i = exposition attendue au moment de l'entrée en défaut l'année considérée (en prenant en compte les remboursements anticipés éventuels)

✓ PD^9_1 = probabilité de faire défaut durant l'année considérée

✓ $ELBE^9_0$ = meilleure estimation de la perte en cas de défaut de la facilité

✓ t = taux d'actualisation

Chacun de ses paramètres doit faire l'objet d'un calibrage dédié.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendraient advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance. Par conséquent L'ECL à un an (12-month EL) se déduit de la formule ci-dessous en se restreignant à mesurer des paramètres sur les 12 mois suivants.

Il apparaît donc que, pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision sera identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Pour le groupe Mobilize Financial Services France cela aura notamment un impact sur le périmètre Réseau puisqu'il s'agit principalement de financements court-terme.

Probabilité de défaut – PD :

Le groupe Mobilize Financial Services France capitalise sur les dispositifs bâlois pour calculer ses paramètres IFRS 9.

Meilleure estimation de la perte en cas de défaut – ELBE IFRS 9 :

La norme IFRS 9 ne comporte aucune mention spécifique concernant la période d'observation et de collecte de données historiques utilisées pour le calcul des paramètres LGD. Il est par conséquent possible, pour les pays concernés, d'utiliser les estimations de LGD telles que déterminées dans l'environnement prudentiel en approche IRB comme point de départ (des ajustements sont réalisés si nécessaires).

Lors de la comptabilisation initiale :

La norme précise que les pertes attendues doivent être actualisées à la date de reporting au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif (ou une estimation approximative de ce taux déterminé lors de la comptabilisation initiale).

Compte tenu de la structure générique des contrats du groupe Mobilize Financial Services France, le choix a été fait d'approximer le TIE par le taux du contrat.

Perspective prospective – forward-looking :

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward looking. A travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont introduites avec le recours aux données prospectives, notamment de type macroéconomique.

L'intégration du forward looking n'a pas pour objectif de déterminer une marge de prudence sur le montant des provisions. Il s'agit essentiellement de tenir compte du fait que les observations passées ne reflètent pas nécessairement les anticipations futures et par conséquent des ajustements sont nécessaires par rapport à un montant de provision déterminé sur base de paramètres calibrés exclusivement sur base historique. Ces ajustements du montant de provision peuvent se faire à la hausse comme à la baisse et doivent être dûment documentés.

La méthodologie de Mobilize Financial Services France repose sur une approche multi-scénario (trois scénarios). Pour chaque scénario des PD et LGD sont déterminés afin de calculer les pertes attendues pour chacun.

Des indicateurs macroéconomiques (PIB, taux long terme, ...) et éléments sectoriels sont utilisés pour associer une probabilité d'occurrence à chaque scénario et ainsi obtenir le montant final du forward looking. Les projections macro-économiques sont utilisées pour l'ensemble des contrats en portefeuille, indépendamment du produit (crédit, location financière, location opérationnelle).

Dans le Groupe la provision forward looking couvre deux composantes :

- La provision statistique qui tient compte de scénarios macro-économiques et appliquée à l'ensemble des encours Clientèle et Réseau

- La provision sectorielle pour la Clientèle Corporate dont l'objet est de couvrir les secteurs identifiés comme fragilisés (notamment les changements macro-économiques observés - accélération de l'inflation).

Définition du défaut utilisée chez Mobilize Financial Services France

Critères de passage en défaut pour le secteur Retail :

- Critère quantitatif : le seuil absolu et le seuil relatif sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs. ou
- Critère qualitatif : Unlikelihood To Pay (UTP) : signes d'une probable absence de paiement. A savoir :
 - il existe un ou plusieurs impayés depuis 3 mois au moins (en application des règles de comptage du retard conforme à nouveau défaut),
 - ou la situation financière dégradée de la contrepartie se traduit par un risque de non recouvrement. En particulier, en cas de procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal international.
 - ou il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Les critères quantitatifs de passage en défaut sont :

a) seuil de matérialité absolu (SA)

- La valeur du seuil absolu a été fixée par le régulateur à 500 EUR pour les encours « Non Retail »

La valeur du seuil absolu est à comparer avec l'ensemble de tous les impayés non techniques du client (single obligor) au jour du calcul.

Le seuil est considéré comme atteint si : $\sum (\text{Impayés non techniques J}) \text{ du client} > \text{SA}$

Ce calcul de l'ensemble des impayés non techniques du client doit être réalisé sur une base quotidienne.

b) La valeur du seuil relatif a été fixée par la BCE à 1 %.

La valeur du seuil relatif de 1 % est à comparer avec le ratio Somme de tous les impayés du client au jour J sur la Somme des Montants de l'encours bilan (y compris impayés) du client au jour J.

Ce calcul doit être réalisé sur une base quotidienne pour les impayés ainsi que pour les encours bilan.

Le seuil est considéré comme atteint si :

$$\left(\frac{\sum (\text{Impayés J})}{\sum (\text{Encours Bilan J})} \right) > \text{SR}$$

Client
Client

Structure du fichier quotidien des encours dans le chapitre description des flux.

L'encours Bilan du client sera calculé de la manière suivante :

ENCOURS =

- + Encours à échoir restant dû
- Encours créditeurs
- Reliquat du dépôt de garantie
- + ICNE
- + Solde exigible Comptabilisé à la Facturation (principal)
- + Solde exigible Comptabilisé à la Facturation (frais de recouvrement)
- + Solde exigible Comptabilisé à la Facturation (IR)
- + Solde non exigible (principal)

La définition du défaut pour les concessionnaires repose sur la présence d'au moins un des critères de défaut suivants, commun à l'ensemble du périmètre MFSF :

Défaut :

1. Comptage des jours de retard

2. Impossibilité de payer :

- a) une abstention
- b) Procédure judiciaire et contentieuse
- c) Anomalies d'audit des stocks
- d) Fraude
- e) Autres indications d'improbabilité de paiement (cf. comme détaillé ci-dessous)
- f) Contagion
- g) Fin de contrat financier

3. Liquidation judiciaire

4. Déchéance du terme

Pour le secteur retail et pour le secteur concessionnaire, sont exclus des créances en défaut :

- les créances litigieuses : créances faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client suite à contestation de l'interprétation des clauses du contrat (si la situation financière du client n'apparaît pas compromise),

- les clients à conditions de paiement négociables si et seulement si, il n'y a aucun doute sur le recouvrement,

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales ».

Règles de passage en pertes (write-off)

Le traitement des write-offs est précisé dans la norme IFRS 9 §5.4.4 : la valeur brute comptable d'un actif financier est réduite lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services France doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons de créances négociés avec le client notamment dans le cadre d'un plan de redressement
- de créances prescrites
- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux)
- de créances envers un client disparu.

Transferts de bucket (informations complémentaires)

En complément des éléments déjà présentés dans la section Identification et analyse du risque de crédit, les conditions retenues pour le retour en bucket 1 des transactions précédemment classées en bucket 2 sont les suivantes :

- pour les portefeuilles Clientèle et Réseau, notés en IRB-A, le retour en bucket 1 se fait lorsque le rating de la transaction s'est amélioré.
- pour les portefeuilles Clientèle en approche standard non notés, le retour en bucket 1 s'opère douze mois après la date de régularisation du dernier impayé.
- pour les portefeuilles Réseau en approche standard, le retour en bucket 1 s'opère au travers de l'amélioration du statut risque du tiers.

De plus le retour en bucket 2 des instruments classés en bucket 3 s'opère lorsque le client a remboursé l'intégralité de ses impayés et qu'il ne rencontre plus de critère de défaut.

Pour l'activité Clientèle, l'apurement des impayés du client permet le retour de bucket 3 à bucket 2.

Pour l'activité Réseau, les lignes de financement originées lorsque le client était en défaut (POCI) restent en bucket 3. En cas de retour sain, les nouvelles expositions suivent ce statut.

Dépréciation des valeurs résiduelles

Le groupe Mobilize Financial Services France assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

a) la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;

b) la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

G) Les contrats de « location opérationnelle » (IFRS 16), côté bailleur

En application de la norme IFRS 16, le groupe Mobilize Financial Services France opère une distinction entre les contrats de « location financement » et les contrats de « location opérationnelle », côté bailleur.

Le principe général conduisant le groupe Mobilize Financial Services France à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est toujours celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe Mobilize Financial Services France sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe Mobilize Financial Services France tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le Groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle.

La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe Mobilize Financial Services France des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

H) Les contrats de « location opérationnelle » (IFRS 16), côté preneur

En application de la norme IFRS 16, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan par la constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien pris en location, en contrepartie d'une dette locative, correspondant à la valeur actualisée des loyers à décaisser sur la durée raisonnablement certaine du contrat qualifié de location. La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer. Le droit d'utilisation engendre des charges d'amortissement alors que l'existence d'une dette génère des charges financières.

Le groupe a par ailleurs opté pour l'exemption des contrats de faible valeur et de courte durée. En effet, le groupe Mobilize Financial Services France n'applique IFRS 16 que sur ses contrats de location jugés significatifs. Ces contrats sont majoritairement représentés par des locations immobilières significatives.

I) Opérations entre le groupe MFS France et le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe Mobilize Financial Services France contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

L'aide à la vente

Au 31 décembre 2023, le groupe Mobilize Financial Services France a assuré 6 714 millions d'euros de nouveaux financements (cartes incluses) contre 5 433 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe Mobilize Financial Services France agit en partenaire financier afin de maintenir et s'assurer la bonne santé financière des réseaux de distribution du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Au 31 décembre 2023, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 4 281 millions d'euros contre 4 554 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, 126 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 304 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 307 millions d'euros contre 270 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Relations avec les constructeurs

Le groupe Mobilize Financial Services France règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe Mobilize Financial Services France est réglé par le Groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de sa politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, le constructeur participe à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe Mobilize Financial Services France.

Au 31 décembre 2023, cette participation s'élève à 224 millions d'euros, contre 82 millions d'euros au 31 décembre 2022.

J) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres

Le portefeuille de titres de Mobilize Financial Services France est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9.

Titres évalués en juste valeur par résultat (JVP&L)

Les OPCVM et les FCPR (parts de fond) sont réputés non SPPI et seront donc valorisés à la juste valeur par résultat.

Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable rentrent également dans cette catégorie dont l'évaluation se fait par le résultat.

La juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché.

Titres évalués en juste valeur par capitaux propres (JVOCI)

Cette catégorie regroupe les titres qui sont gérés dans le cadre d'un modèle de gestion de collecte et vente et passent les tests SPPI et chez Mobilize Financial Services France. Il s'agit des instruments de dettes.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (intérêts courus inclus), les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

K) Immobilisations (IAS 16 / IAS 36)

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amortis linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

- Constructions	15 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels amortis linéairement sur trois ans.

L) Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les normes IAS, ainsi que les reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable. Une différence temporaire est également constatée dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Selon la méthode du report variable retenue par le groupe Mobilize Financial Services France, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

M) Engagements de retraite et assimilés (IAS 19)

Présentation des régimes

Le groupe Mobilize Financial Services France a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies :

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent les indemnités de fin de carrière.

Régimes à cotisations définies :

Le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

Méthode d'évaluation des passifs relatifs aux régimes à prestations définies

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuées de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

N) Les passifs financiers

Le groupe Mobilize Financial Services France enregistre un passif financier constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit et de dépôts Epargne auprès de la clientèle.

Les éventuels frais d'émission et primes qui y sont rattachés sont étalés actuariellement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'émission.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement.

Les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés selon les principes exposés dans les règles et méthodes comptables au point : Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

O) Emissions structurées et dérivés incorporés

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé incorporé de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe Mobilize Financial Services France correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

P) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Risques

La gestion des risques financiers par le groupe Mobilize Financial Services France (risque de taux, risque de contrepartie et liquidité) est exposée au chapitre 'Les risques financiers' annexé au présent document.

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Mobilize Financial Services France dans le cadre de sa politique de gestion des risques de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par Mobilize Financial Services France peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs. Le groupe Mobilize Financial Services France applique les dispositions d'IFRS9 pour la désignation et le suivi de ses relations de couvertures.

Evaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

La juste valeur des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debt Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie.

Couverture de juste valeur

Le groupe Mobilize Financial Services France a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») à ses couvertures du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe / payeur variable.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif détenu à des fins de transaction et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Le groupe Mobilize Financial Services France a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe ;
- Couverture du risque de taux sur des ensembles composés d'un passif à taux fixe et d'un swap payeur variable / receveur fixe par un swap payeur fixe receveur variable ;

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. Le groupe calcule un ratio de couverture pour s'assurer que les nominaux des couvertures n'excèdent pas les nominaux couverts. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

Opérations de transaction

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Mobilize Financial Services France n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

Q) Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Les informations sectorielles sont présentées dans les états financiers annuels, selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Le groupe Mobilize Financial Services France a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support.

Conformément à la norme IFRS 8, la répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8.

Les contributions par marché sont ainsi analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Le comité exécutif ayant décidé depuis le 1^{er} janvier 2009 de suivre les précédentes activités Grand Public et Entreprises de manière consolidée (marché « Clientèle »), la répartition des secteurs opérationnels demandée par IFRS 8 a suivi la même segmentation.

L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi. L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau. Les résultats de chacun de ces deux segments de marché sont présentés séparément. Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

Les activités de financements des ventes du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi sont regroupées.

Activité	Clientèle	Réseau
Crédit	✓	✓
Location Financière	✓	NA
Location Opérationnelle	✓	NA
Services	✓	NA

R) Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Mobilize Financial Services France. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque SA, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial Services France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par RCI Banque SA.

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité RCI Banque SA prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

Appétit pour le risque : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration.

Refinancement : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.

Réserve de liquidité : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier.

Prix de transfert : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.

Scénarios de stress : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

Plan d'urgence : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

La qualité du portefeuille Clientèle est globalement stable en 2023 : on constate une légère augmentation des encours clientèle en défaut en décembre 2022 à décembre 2023, de 2,73 % à 2,85 % avec des encours en défaut s'élevant à 356 millions à fin décembre 2022 et à 409 millions d'euros à fin décembre 2023.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services France revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe MFS France.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque S.A. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

Environnement macroéconomique

Pour lutter contre l'inflation, les Banques Centrales ont poursuivi leurs politiques de resserrement monétaire au cours du premier semestre 2023. Au cours du second semestre 2023, constatant un reflux de l'inflation et une résilience des économies, les Banques Centrales ont mis fin au cycle de hausse des taux. Fin 2023, le cycle de politique monétaire entre dans une nouvelle phase avec l'éloignement du risque de récession, la montée des risques géopolitiques et budgétaires.

Aux Etats-Unis, face à la persistance des tensions inflationnistes et la robustesse du marché du travail, les hausses de taux directeurs se sont poursuivies jusqu'en juillet après avoir marqué une pause en juin (+100 bps de hausse depuis décembre 2022, +525 bps depuis janvier 2022).

En milieu de premier semestre, les marchés financiers ont connu une phase de volatilité et d'aversion au risque. Après une période de hausse des taux, certaines banques, qui détenaient des portefeuilles obligataires importants en moins-values latentes, présentaient un bilan fragilisé. Les autorités américaines ont mis en place des mesures de sauvetage pour protéger les déposants de ces établissements. Fin mai, l'amélioration des statistiques économiques (inflation et prix à la production en baisse, moins de tension sur le marché de l'emploi) a conduit la FED à laisser ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion de juin.

Le deuxième semestre a été marqué par une accélération de la croissance de l'économie américaine (+4,9 % de GDP au troisième trimestre, +2,9 % sur un an), et une prise de conscience de l'ampleur des déficits des gouvernements (nouvelle crise sur le plafond de la dette et dégradation de la notation pays). Entre juillet et octobre, la hausse des taux longs a incité la FED à maintenir ses taux directeurs inchangés, estimant qu'ils produisent des effets équivalents à un resserrement monétaire. La solidité de l'économie US est confirmée par les données publiées en fin d'année et permettent à la FED de confirmer l'arrêt de la hausse des taux lors de la réunion de décembre. Les tensions inflationnistes s'apaisent (3,1 % en novembre) tandis que le marché de l'emploi s'est normalisé. (le chômage augmente à 3,9 % en novembre contre 3,6 % à fin juin et en moyenne annuelle. Les créations d'emplois ont baissé significativement à 150 000 au troisième trimestre contre 240 000 en moyenne en 2023). Les marchés ont réagi fortement à cette nouvelle orientation de politique monétaire. A fin décembre, ils anticipaient une réduction de 150 bps au cours des 12 prochains mois et une première baisse dès mars 2024.

En Europe, la BCE a augmenté son taux directeur à chaque réunion des gouverneurs de février à septembre 2023 (+200 bps entre décembre 2022 et septembre 2023, + 450 bps depuis le début du cycle de resserrement initié en juillet 2022) et a procédé à la réduction de son bilan à partir de début mars 2023 tel qu'annoncé en décembre 2022. Le portefeuille du programme d'achats d'actifs « APP » a été ainsi réduit de 15 milliards d'euros par mois en moyenne. Comme aux Etats Unis, les marchés européens ont connu une importante volatilité en milieu de semestre.

La recherche d'un équilibre entre stabilité des prix et stabilité financière a été la priorité de la BCE dans ses décisions de politique monétaire. A partir de septembre, la BCE a indiqué préférer maintenir ses taux hauts pendant longtemps pour continuer de lutter contre l'inflation et réduire les risques économiques. Les indicateurs économiques du deuxième semestre ont été contrastés. L'inflation semble maîtrisée et est en forte baisse (+2,4 % en novembre, + 5,5 % en juin vs +8,6 % en janvier) mais l'économie montre des signes de faiblesse (PIB : +0,1 % fin septembre vs +1,8 % fin 2022). Lors de la dernière réunion de l'année, la BCE a décidé de réduire les reinvestissements du PEPP à partir du 2^e semestre 2024 (- 7,5 milliards d'euros en moyenne mensuelle) et d'interrompre complètement les reinvestissements à partir du 1^{er} janvier 2025. A fin décembre les marchés anticipaient le maintien des taux au niveau actuel jusqu'au deuxième trimestre 2024 et une baisse de 160 bps sur d'ici fin 2024.

La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières banques centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé son taux directeur de 175 bps entre janvier et août 2023, le portant à 5,25 %, soit une hausse totale de 515 bps depuis le début du cycle de resserrement monétaire en décembre 2021. L'inflation reste élevée mais s'améliore nettement sur la fin d'année (3,9 % en novembre, 8,9 % en septembre contre 13,4 % en janvier) et l'économie du Royaume Uni reste fragile (PIB à -0,1 % au trimestre, -0,4 % de consommation privée). A fin décembre le marché anticipait un maintien des taux actuels jusqu'au deuxième semestre 2024 et une baisse de 150 bps sur un an. Après avoir subi un écartement des taux courts au premier semestre, les taux souverains se sont écartés fortement sur les maturités longues au mois d'octobre puis sont revenus au niveau de début septembre en fin d'année. Les rendements des obligations allemandes à 2 ans ont progressé de 51 bps au premier semestre et baissé de -28 bps depuis le début de l'année (2,39 % fin 2023 contre 2,67 % début 2023). En parallèle, le taux des emprunts d'état allemands à 10 ans s'est établi à 2,02 % à fin décembre 23 après avoir atteint un point haut à 3 % mi-octobre (2,39 % à fin juin et 2,44 % début 2023). Les rendements des obligations US ont augmenté de 53 bps sur le 2 ans et 14 bps sur le 10 ans depuis début 2023 et atteignent respectivement 4,25 % et 3,88 % fin décembre 2023 (contre 4,38 % et 3,7 % début 2023).

En dépit de quelques périodes de fortes baisses (mars et octobre 2023), les marchés actions ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2022. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +19 % et +24,2 % respectivement depuis le début de l'année. Après un épisode de volatilité en milieu de semestre au cours duquel l'index IBOXX Corporate Bond Euro a atteint un plus haut à 115,6 bp, l'indice s'est établi à 91 bps à fin décembre 2023, un niveau très proche de celui observé fin 2022.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

1.1 - Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
Encours productif moyen	12 680	4 243		16 923
Produit net bancaire	336	64		400
Résultat brut d'exploitation	168	45		213
Résultat d'exploitation	129	48		177
Résultat avant impôts	129	48		177

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2022
Encours productif moyen	11 804	2 710		14 514
Produit net bancaire	388	46		434
Résultat brut d'exploitation	214	31		245
Résultat d'exploitation	133	40		173
Résultat avant impôts	133	40		173

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services France provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services France tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Mobilize Financial Services France est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Créances à vue sur les établissements de crédit	335	499
Comptes ordinaires débiteurs	335	499
Créances à terme sur les établissements de crédit	4 416	4 234
Comptes et prêts à terme sains	4 411	4 231
Créances rattachées	5	3
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	4 751	4 733
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 415</i>	<i>4 235</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds communs de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 331 millions d'euros au 31 décembre 2023 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Prêts et créances sur la clientèle	18 141	17 009
Opérations avec la clientèle	7 108	7 290
Opérations de location financière	11 033	9 719
Opérations de location opérationnelle	378	449
Total opérations avec la clientèle et assimilées	18 519	17 458

La valeur brute des encours restructurés, à la suite de l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 89 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 88 millions d'euros au 31 décembre 2022. Elle est dépréciée à hauteur de 31 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 30 millions d'euros au 31 décembre 2022.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Créances sur la clientèle	7 112	7 287
Affacturage sain	154	116
Affacturage dégradé depuis l'origination	3	6
Autres crédits à la clientèle saines	6 368	6 691
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	216	184
Comptes ordinaires débiteurs sains	228	148
Créances en défaut	143	142
Créances rattachées sur clientèle	6	5
Autres crédits à la clientèle en non défaut	6	5
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	111	123
Etalement des frais de dossiers et divers	(2)	(6)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(13)	(10)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	126	139
Dépréciation des créances sur la clientèle	(121)	(125)
Dépréciation sur créances saines	(17)	(19)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(16)	(16)
Dépréciation des créances en défaut	(88)	(90)
Total net des créances sur la clientèle	7 108	7 290

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Créances sur opérations de location financière	11 126	9 731
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	9 604	8 399
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 250	1 118
Créances en défaut	272	214
Créances rattachées sur opérations de location financière	6	6
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	6	6
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	127	199
Etalement des frais de dossiers et divers	36	54
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(228)	(118)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	319	263
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(226)	(217)
Dépréciation sur créances saines	(46)	(53)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(49)	(51)
Dépréciation des créances en défaut	(131)	(113)
Total net des créances sur opérations de location financière	11 033	9 719

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Location financière - Investissement net	4 663	6 595	1	11 259
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	477	492		969
Location financière - Investissement brut	5 140	7 087	1	12 228
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe MFSF	3 563	5 189	1	8 753
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>2 062</i>	<i>2 372</i>		<i>4 434</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	3 078	4 715	1	7 794

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2022
Location financière - Investissement net	4 661	5 274	1	9 936
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	349	334		683
Location financière - Investissement brut	5 010	5 608	1	10 619
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe MFSF	4 124	3 379		7 503
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>2 632</i>	<i>1 847</i>		<i>4 479</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	2 378	3 761	1	6 140

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Immobilisations données en location	373	452
Valeur brute des immobilisations données en location	768	805
Amortissements sur immobilisations données en location	(395)	(353)
Créances sur opérations de location opérationnelle	11	11
Créances saines et dégradées depuis l'origine	8	7
Créances en défaut	3	4
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(6)	(14)
Dépréciation des créances en défaut	(1)	(3)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(5)	(11)
Total net des opérations de location opérationnelle	378	449

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Inférieur à 1 an	2	26
De 1 an à 5 ans		
Supérieur à 5 ans		
Total	2	26

3.4 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par le groupe MFSF

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 25 536 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 24 324 millions d'euros au 31 décembre 2022. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé du groupe Mobilize Financial Services France (cf. note 17 Engagements donnés).

Montant des créances échues

En millions d'euros	12/2023	dont non défaut (1)	12/2022	dont non défaut (1)
Depuis 0 à 3 mois	387	210	313	158
Depuis 3 à 6 mois	2		2	
Depuis 6 mois à 1 an	4		4	
Depuis plus de 1 an	7		6	
Total des créances échues	400	210	325	158

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 587 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 421 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2023
Valeur brute	14 346	4 287	239	18 872
Créances saines	12 489	4 249	237	16 975
<i>En % du total des créances</i>	87,1 %	99,1 %	99,2 %	89,9 %
Créances dégradées depuis l'origination	1 448	31		1 479
<i>En % du total des créances</i>	10,1 %	0,7 %		7,8 %
Créances en défaut	409	7	2	418
<i>En % du total des créances</i>	2,9 %	0,2 %	0,8 %	2,2 %
Dépréciation	(345)	(6)	(2)	(353)
Dépréciation créances saines	(62)	(5)	(1)	(68)
<i>En % du total des dépréciations</i>	18,0 %	83,3 %	50,0 %	19,3 %
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(64)	(1)		(65)
<i>En % du total des dépréciations</i>	18,6 %	16,7 %		18,4 %
Dépréciation créances en défaut	(219)		(1)	(220)
<i>En % du total des dépréciations</i>	63,5 %		50,0 %	62,3 %
Taux de couverture	2,4 %	0,1 %	0,8 %	1,9 %
Créances saines	0,5 %	0,1 %	0,4 %	0,4 %
Créances dégradées depuis l'origination	4,4 %	3,2 %		4,4 %
Créances en défaut	53,5 %		50,0 %	52,6 %
Total des valeurs nettes (*)	14 001	4 281	237	18 519
<i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i>	1	126	113	240

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2022
Valeur brute	13 054	4 564	196	17 814
Créances saines	11 397	4 549	194	16 140
<i>En % du total des créances</i>	87,3 %	99,7 %	99,0 %	90,6 %
Créances dégradées depuis l'origination	1 301	13		1 314
<i>En % du total des créances</i>	10,0 %	0,3 %		7,4 %
Créances en défaut	356	2	2	360
<i>En % du total des créances</i>	2,7 %	0,0 %	1,0 %	2,0 %
Dépréciation	(344)	(10)	(2)	(356)
Dépréciation créances saines	(75)	(7)	(1)	(83)
<i>En % du total des dépréciations</i>	21,8 %	70,0 %	50,0 %	23,3 %
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(66)	(1)		(67)
<i>En % du total des dépréciations</i>	19,2 %	10,0 %		18,8 %
Dépréciation créances en défaut	(203)	(2)	(1)	(206)
<i>En % du total des dépréciations</i>	59,0 %	20,0 %	50,0 %	57,9 %
Taux de couverture	2,6 %	0,2 %	1,0 %	2,0 %
Créances saines	0,7 %	0,2 %	0,5 %	0,5 %
Créances dégradées depuis l'origination	5,1 %	7,7 %		5,1 %
Créances en défaut	57,0 %	100,0 %	50,0 %	57,2 %
Total des valeurs nettes (*)	12 710	4 554	194	17 458
<i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i>	3	304	46	353

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2022 a été conservée.

Le taux de provisionnement du bucket 1 a baissé de 0,5 % à 0,4 % du fait de la reprise du FL sectoriel (3,5 millions d'euros) et de la baisse des expertises inflation (3,1 millions d'euros) et expertise paramètres de risque (13,3 millions d'euros).

Au 31 décembre 2023, les provisions s'élèvent à 353 millions d'euros dont : provision moteur (statistique) pour 289 millions d'euros, provision d'expertise (ajustements complémentaires hors modèle) pour 3 millions d'euros, provision Forward-looking pour 38 millions d'euros et les ajustements spécifiques provisions cartes Novalfi / acheteurs / hors bilan / batteries pour 14 millions d'euros.

Sur l'activité clientèle, entre fin décembre 2023 et fin décembre 2022, le taux de provisionnement du bucket 1 passe de 0,7 % à 0,5 %, le taux de provisionnement du bucket 2 a diminué de 5,1 % à 4,4 % et le taux de provisionnement du bucket 3 passe de 57,0 % à 53,5 %.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est à 0,1 % à fin décembre 2023 contre 0,2 % à fin décembre 2022, le taux de couverture du bucket 2 est à 3,2 % à fin décembre 2023 contre 7,7 % à fin décembre 2022 et le taux de couverture du bucket 3 est à 0 % contre 100 % à fin décembre 2022.

- Sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustements hors modèle, concernant principalement des expositions corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement.

- Dans le provisionnement des mêmes créances, il s'agit d'ajustements hors modèle (essentiellement sur les moratoires expirés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés).

Concernant les ajustements sur les expositions Corporate faisant l'objet de revues individuelles, une reprise significative a été effectuée pour 10,9 millions d'euros due à une baisse du risque estimé sur ces contreparties.

Par ailleurs, de la même manière qu'au 31 décembre 2022, l'estimation a été revue en juin 2023 et décembre 2023 de la provision forward-looking afin de maintenir les secteurs d'activités de clientèle jugés plus particulièrement impactés par l'inflation. En l'absence de retards de paiement matérialisés, les segments concernés ont été maintenus dans leur bucket d'origine. Il s'agit de l'ensemble des expositions Corporate sur des clients opérant dans des secteurs d'activité particulièrement affectés par la crise (inflation et énergie) mais pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable. Les encours concernés s'élèvent à 615 millions d'euros. L'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement à un taux moyen entre le bucket 1 et le bucket 2. Pour le portefeuille Particulier qui travaille dans ces secteurs d'activité, les encours concernés sont couverts et s'élèvent à 20 millions d'euros.

Note 4.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2022	Augmentation (1)	Transfert (2)	Rembours.	Abandons	12/2023
Créances saines	16 140	26 112	(719)	(24 558)		16 975
Créances dégradées depuis l'origination	1 314		551	(386)		1 479
Créances en défaut	360		168	(58)	(52)	418
Total opérations avec la clientèle (VB)	17 814	26 112		(25 002)	(52)	18 872

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2022	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	12/2023
Dépréciation sur créances saines (*)	83	44	(29)		(35)	5	68
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	67	7	(5)		(4)		65
Dépréciation des créances en défaut	206	5	(43)		52		220
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	356	56	(77)		13	5	353

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Créances d'impôts et taxes fiscales	136	37
Actifs d'impôts courants	29	0
Actifs d'impôts différés	1	1
Créances fiscales hors impôts courants	106	36
Comptes de régularisation et actifs divers	748	337
Autres débiteurs divers	557	227
Comptes de régularisation actif	4	3
Valeurs reçues à l'encaissement	187	107
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	884	374
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>374</i>	<i>208</i>

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 26.

Note 6 : Immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Valeur nette des immobilisations incorporelles	2	2
Valeur brute	26	25
Amortissements et provisions	(24)	(23)
Valeur nette des immobilisations corporelles	14	13
Valeur brute	90	84
Amortissements et provisions	(76)	(71)
Total net des immobilisations corporelles et incorporelles	16	15

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Dettes envers les établissements de crédit**

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Dettes à vue envers les établissements de crédit	412	153
Comptes ordinaires créditeurs	267	128
Autres sommes dues	144	23
Dettes rattachées	1	2
Dettes à terme envers les établissements de crédit	15 268	14 061
Comptes et emprunts à terme	15 058	13 973
Dettes rattachées	210	88
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	15 680	14 214
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>15 535</i>	<i>14 192</i>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

7.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Comptes créditeurs de la clientèle	66	56
Comptes ordinaires créditeurs	66	56
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	18	20
Autres sommes dues à la clientèle	11	12
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	7	8
Total des dettes envers la clientèle (*)	84	76
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>	<i>3</i>

7.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Titres de créances négociables (1)	150	165
Certificats de dépôt	150	165
Autres dettes représentées par un titre (2)	4 535	4 315
Autres dettes représentées par un titre	4 530	4 312
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	5	3
Total des dettes représentées par un titre (*)	4 685	4 480
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 556</i>	<i>2 859</i>

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

7.4 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	20 449	18 770
Dettes envers les établissements de crédit	15 680	14 214
Dettes envers la clientèle	84	76
Dettes représentées par un titre	4 685	4 480
Total des dettes financières	20 449	18 770

7.5 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2023
Dettes sur les établissements de crédit	1 536	14 144	15 680
Dettes envers la clientèle	12	72	84
Titres de créances négociables		150	150
Autres dettes représentées par un titre	3 868	667	4 535
Total de l'endettement par taux	5 416	15 033	20 449

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2022
Dettes sur les établissements de crédit	1 288	12 926	14 214
Dettes envers la clientèle	13	63	76
Titres de créances négociables		165	165
Autres dettes représentées par un titre	3 643	672	4 315
Total de l'endettement par taux	4 944	13 826	18 770

La majorité des passifs à taux révisable ont une période de fixation maximale de 3 mois.

Note 8 : Titrisation

TITRISATION - Opérations publiques						
Pays	France	France	France	France	France	France
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	LOA automobiles (Loyer)	LOA automobiles (Loyer)	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (Loyer)
Véhicule d'émission	CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	FCT Cars Alliance DFP France	CARS Alliance Auto Leases France V 2020-1	CARS Alliance Auto Leases France Master	CARS Alliance Auto Loans France V 2022-1	CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1
Date de début	mai 2012	juillet 2013	octobre 2020	octobre 2020	mai 2022	octobre 2023
Maturité légale des fonds	août 2034	juillet 2028	octobre 2036	octobre 2038	novembre 2032	octobre 2038
Montant des créances cédées à l'origine	715 M€	1 020 M€	1 057 M€	533 M€	759 M€	769 M€
Réhaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve pour 1 % Sur-collatéralisation en créances de 13,3 %	Cash reserve pour 1 % Sur-collatéralisation en créances de 12,5 %	Cash reserve pour 1 % Sur-collatéralisation en créances de 9 %	Cash reserve pour 1 % Sur-collatéralisation en créances de 11,05 %	Cash reserve pour 0,7 % Sur-collatéralisation en créances de 13,7 %	Cash reserve pour 1.25 % Sur-collatéralisation en créances de 9 %
Créances cédées au 31 décembre 2023	770 M€	1 261 M€	354 M€	731 M€	717 M€	713 M€
	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A
	Notation : AAA	Notation : AA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA
	657 M€	1 000 M€	300 M€	722 M€	619 M€	700 M€
Titres émis au 31 décembre 2023 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe MFSF)			Class B Notation : AA 42 M€	Class B Non noté 91 M€	Class B Notation : AA- 52 M€	Classe B Notation : AA 37 M€
	Classe B		Class C		Class C	Class C
	Non noté		Non noté		Non noté	Non noté
	104 M€		53 M€		45 M€	32 M€
Période	Revolving	Revolving	Amortissement	Revolving	Amortissement	Revolving
Nature de l'opération	auto-souscrite	Auto-souscrite	Marché	Auto-souscrite	Marché	Marché

En 2023 le groupe Mobilize Financial Services France a procédé à une opération de titrisation publique en France par l'intermédiaire de véhicules ad hoc.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2023, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 400 millions d'euros, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 1 750 millions d'euros.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l'article 405 de la directive européenne n° 575/2013.

Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s'élève à 5 381 millions d'euros au 31 décembre 2023 (4 916 millions d'euros au 31 décembre 2022), soit :

- pour les titrisations placées sur le marché : 1 783 millions d'euros ;

- pour les titrisations auto-souscrites : 2 762 millions d'euros ;

- pour les titrisations privées : 836 millions d'euros.

La juste valeur de ces créances est de 5 343 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Un passif de 4 529 millions d'euros a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 4 552 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe Mobilize Financial Services France, constituant une réserve de liquidité.

Note 9 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Dettes d'impôts et taxes fiscales	500	518
Passifs d'impôts courants	3	2
Passifs d'impôts différés	489	512
Dettes fiscales hors impôts courants	8	4
Comptes de régularisation et passifs divers	507	651
Dettes sociales	48	44
Autres créditeurs divers	163	178
Comptes de régularisation passif	156	182
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	136	247
Comptes d'encaissement	4	
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 007	1 169
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>113</i>	<i>130</i>

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 26.

Le poste autres créditeurs divers, intègrent les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. Les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

Note 10 : Provisions

En millions d'euros	12/2022	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2023
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	16	15	(1)	(18)	1	13
Provisions sur engagement par signature	9	14	(1)	(17)	1	6
Autres provisions	7	1		(1)		7
Provisions sur opérations non bancaires	40	9	(13)	(1)	2	37
Provisions pour engagements de retraite et ass.	25	2	(3)		2	26
Provisions pour restructurations	14	2	(9)			7
Provisions pour risques fiscaux et litiges		2	(1)	(1)		
Autres provisions	1	3				4
Total des provisions	56	24	(14)	(19)	3	50
<i>(*) Autres variations = Reclassement, Variation par capitaux propres</i>						

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou DIAC Location sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

MFSF fait périodiquement l'objet de contrôles fiscaux. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financée par l'entreprise.

Provisions pour engagements de retraite et assimilé**Filiales sans fond de pension**

Principales hypothèses actuarielles retenues	France	
	12/2023	12/2022
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	2,44 %	1,84 %
Taux d'actualisation financière	3,12 %	3,10 %
Taux de départ	10,33 %	9,80 %

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation (A)	Juste valeur des actifs du régime (B)	Plafonnement de l'actif (C)	Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C)
Solde à l'ouverture de la période	25			25
Coût des services rendus de la période	2			2
Intérêt net sur le passif (actif) net	1			1
Charge (produit) au compte de résultat	3			3
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières	2			2
Réévaluation du passif (actif) net en Autres éléments du résultat global	2			2
Prestations payées au titre du régime	(3)			(3)
Effet des variations de cours de change	(1)			(1)
Solde à la clôture de l'exercice	26			26

Note 11 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2022	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2023
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	356	104	(84)	(28)	5	353
Opérations avec la clientèle	356	104	(84)	(28)	5	353
Dont dépréciation sur créances saines	83	16	(12)	(24)	5	68
Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	67	35	(37)			65
Dont dépréciation des créances en défaut	206	53	(35)	(4)		220
Provisions sur opérations non bancaires	1	1	(1)			
Autres couvertures d'un risque de contrepartie		1	(1)			
Provisions sur opérations bancaires	9	14	(1)	(17)	1	6
Provisions sur engagement par signature	9	14	(1)	(17)	1	6
Total couverture des risques de contreparties	365	119	(86)	(45)	6	359

(*) Autres variations = Reclassement

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 12 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Titres participatifs	11	15
Total des dettes subordonnées	11	15

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant initial de 500 000 000 Francs Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5 %. L'emprunt est perpétuel.

Note 13 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Actifs financiers	5 833	5 839	11 179	41	22 892
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 553	167	3 031		4 751
Prêts et créances sur la clientèle	4 280	5 672	8 148	41	18 141
Passifs financiers	5 612	4 351	10 486	11	20 460
Dettes envers les établissements de crédit	5 157	3 797	6 726		15 680
Dettes envers la clientèle	84				84
Dettes représentées par un titre	371	554	3 760		4 685
Dettes subordonnées				11	11

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2022
Actifs financiers	5 538	7 814	8 358	32	21 742
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 616	1 578	1 539		4 733
Prêts et créances sur la clientèle	3 922	6 236	6 819	32	17 009
Passifs financiers	4 535	6 870	7 365	15	18 785
Dettes envers les établissements de crédit	4 127	5 425	4 662		14 214
Dettes envers la clientèle	76				76
Dettes représentées par un titre	332	1 445	2 703		4 480
Dettes subordonnées				15	15

Note 14 : Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2023
Passifs financiers	5 630	4 566	11 097	9	21 302
Dettes envers les établissements de crédit	5 068	3 677	6 726		15 471
Dettes envers la clientèle	77				77
Dettes représentées par un titre	365	554	3 760		4 679
Dettes subordonnées				9	9
Intérêts futurs à payer	120	335	611		1 066
Engagements de financements et garanties donnés	1 652				1 652
Total flux futurs contractuels par échéance	7 282	4 566	11 097	9	22 954

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2022
Passifs financiers	4 548	7 024	7 674	10	19 256
Dettes envers les établissements de crédit	4 088	5 375	4 662		14 125
Dettes envers la clientèle	68				68
Dettes représentées par un titre	329	1 445	2 703		4 477
Dettes subordonnées				10	10
Intérêts futurs à payer	63	204	309		576
Engagements de financements et garanties donnés	2 125				2 125
Total flux futurs contractuels par échéance	6 673	7 024	7 674	10	21 381

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilanciels notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2023.

Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs

En millions d'euros - 31/12/2023	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	22 892		4 751	18 002	22 753	(139)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 751		4 751		4 751	
Prêts et créances sur la clientèle	18 141			18 002	18 002	(139)
Passifs financiers	20 460	11	20 528		20 539	(79)
Dettes envers les établissements de crédit	15 680		15 744		15 744	(64)
Dettes envers la clientèle	84		84		84	
Dettes représentées par un titre	4 685		4 700		4 700	(15)
Dettes subordonnées	11	11			11	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 31/12/2022	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	21 742		4 733	16 918	21 651	(91)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 733		4 733		4 733	
Prêts et créances sur la clientèle	17 009			16 918	16 918	(91)
Passifs financiers	18 785	15	18 793		18 808	(23)
Dettes envers les établissements de crédit	14 214		14 214		14 214	
Dettes envers la clientèle	76		76		76	
Dettes représentées par un titre	4 480		4 503		4 503	(23)
Dettes subordonnées	15	15			15	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services France ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :**- Actifs financiers**

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs aux derniers taux pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

- La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC S.A. des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 31/12/2023	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	275		275		273		2
Créances de financements Réseau (1)	275		275		273		2

En millions d'euros - 31/12/2022	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	370		370		368		2
Créances de financements Réseau (1)	370		370		368		2

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 275 millions d'euros à celles du groupe Renault Retail Group en 2023, contre 370 millions d'euros à fin décembre 2022. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 273 millions d'euros par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe MFSF.

Note 17 : Engagements donnés

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Engagements en faveur de la clientèle	1 656	2 128
Total des engagements donnés	1 656	2 128

Note 18 : Engagements reçus

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Engagements de financement		100
Engagements reçus d'établissements de crédit		100
Engagements de garantie	9 424	8 169
Engagements reçus d'établissements de crédit	11	9
Engagements reçus de la clientèle	660	657
Engagements de reprise reçus	8 753	7 503
Total des engagements reçus (*)	9 424	8 269
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 434</i>	<i>4 579</i>

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services France amène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 19 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Intérêts et produits assimilés	1 167	742
Opérations avec les établissements de crédit	190	57
Opérations avec la clientèle	386	192
Opérations de location financière	569	470
Intérêts courus et échus des instruments de couverture		3
Intérêts courus et échus des instruments financiers	22	20
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(268)	(234)
Opérations avec la clientèle	(75)	(86)
Opérations de location financière	(193)	(148)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	899	508
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>271</i>	<i>152</i>

La hausse des intérêts et produits assimilés s'explique principalement par la hausse des taux de marché en 2023 qui a abouti à une hausse des taux facturés aux clients afin de protéger notre marge financière.

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 20 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Opérations avec les établissements de crédit	(564)	(210)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(33)	(2)
Charges sur dettes représentées par un titre	(143)	(53)
Autres intérêts et charges assimilées	(1)	(1)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(741)	(266)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(613)</i>	<i>(227)</i>

Note 21 : Commissions

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Produits sur commissions	380	355
Commissions		1
Commissions sur activités de services	83	72
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	134	119
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	124	119
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	39	44
Charges sur commissions	(201)	(188)
Commissions	(2)	(3)
Commissions sur les activités de services	(74)	(70)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(8)	(8)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(97)	(87)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(20)	(20)
Total des commissions nettes (*)	179	167
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	74	71

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 22 : Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	4	2
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur	4	2

Les produits d'intérêts relatifs aux actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables sont non significatifs à fin décembre 2023.

Note 23 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Autres produits d'exploitation bancaire	199	189
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	92	87
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	7	3
Opérations de location opérationnelle	95	97
Autres produits d'exploitation bancaire	12	5
dont reprise de provisions pour risques bancaires	1	3
Autres charges d'exploitation bancaire	(144)	(165)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(79)	(75)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(1)	(4)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	16	(4)
Opérations de location opérationnelle	(73)	(77)
Autres charges d'exploitation bancaire	(8)	(9)
Autres produits et charges d'exploitation	4	(1)
Autres produits d'exploitation	10	6
Autres charges d'exploitation	(6)	(7)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	59	23
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(1)	(1)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 21.

Note 24 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Frais de personnel	(108)	(126)
Rémunération du personnel	(38)	(41)
Charges de retraites et assimilées	(11)	(13)
Autres charges sociales	(53)	(50)
Autres charges de personnel	(6)	(22)
Autres frais administratifs	(74)	(57)
Impôts et taxes hors IS	(12)	(13)
Loyers	(3)	(3)
Autres frais administratifs	(59)	(41)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(182)	(183)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	94	82

Les honoraires des commissaires aux comptes sont analysés dans la note 28 - honoraires des commissaires aux comptes.

De plus, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG SA et Mazars au cours de l'exercice à DIAC S.A. et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des évaluations d'expérience client, (ii) préparation de la déclaration d'impôt et (iii) attestations suite à une nouvelle réglementation.

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel pour un produit de 1 million d'euros au 31 décembre 2023 contre une charge de 12 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Effectif moyen en nombre	12/2023	12/2022
Financements et services en France	1 852	1 801
Total Groupe MF5F	1 852	1 801

Note 25 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Coût du risque sur financement clientèle	(39)	(81)
Dotations pour dépréciation	(118)	(151)
Reprises de dépréciation	114	99
Pertes sur créances irrécouvrables	(51)	(41)
Récupérations sur créances amorties	16	12
Coût du risque sur financement des Réseaux	3	9
Dotations pour dépréciation	(2)	(3)
Reprises de dépréciation	6	12
Pertes sur créances irrécouvrables	(1)	
Total du coût du risque	(36)	(72)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

A fin décembre 2023, le total coût du risque s'établit à 36 millions d'euros dont 39 millions d'euros sur le financement clientèle (soit 0,29 % des Actifs Productifs Moyens) et une reprise de 3 millions d'euros (soit -0,07 % des Actifs Productifs Moyens) sur le financement réseau.

Sur l'activité clientèle, le coût du risque (-39 millions d'euros), les principaux mouvements intervenus au cours de l'année 2023 sont :

- Une augmentation nette de provision de 16 millions d'euros sur les encours en défaut ;
- Une reprise nette de provision de 15 millions d'euros sur les encours sains ou dégradés depuis l'origination ;
- Un montant d'abandon de créances nette de provision et de récupération de 35 millions d'euros.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque (+3 millions d'euros) comprend :

- Une reprise nette de provision de 4 millions d'euros sur les encours du bucket 1, 2 et 3.
- Un montant d'abandon de créances nette de provision et de récupération de 1 million d'euros.

Note 26 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	12/2023	12/2022
Impôts exigibles	(43)	(65)
Impôts courants sur les bénéfices	(43)	(65)
Impôts différés	23	(18)
Impôts différés	23	(18)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(20)	(83)

Le montant de CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -4,8 millions d'euros.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

En millions d'euros	12/2023	12/2022
ID sur provisions	39	40
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	(27)	4
ID sur déficits reportables	71	76
ID sur autres actifs et passifs	162	76
ID sur opérations de location	(733)	(707)
Total des impôts différés nets au bilan	(488)	(511)

Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique

En %	12/2023	12/2022
Taux d'impôt sur les bénéfices en vigueur en France	25,83 %	25,83 %
Différentiel de taux d'imposition	-17,03 %	20,63 %
Autres impacts	2,59 %	1,60 %
Taux effectif d'impôt	11,39 %	48,06 %

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Var. 2023 des capitaux propres			Var. 2022 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Ecart actuariels sur engagements de retraite	(2)		(2)	8	(2)	6

Note 27 : Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture du 31 décembre 2023 à constater.

Note 28 : Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2023	KPMG		MAZARS	
Montants en milliers d'euros	Montant	%	Montant	%
Mission de certification des comptes	247	100 %	255	100 %
- DIAC S.A.	174	70 %	182	71 %
- filiales intégrées globalement	73	30 %	73	29 %
Services autres que la certification des comptes	0	100 %	0	100 %
- DIAC S.A.	0	100 %	0	100 %
- filiales intégrées globalement				
Total	247	255		

Au titre de l'exercice 2022	KPMG		MAZARS	
Montants en milliers d'euros	Montant	%	Montant	%
Mission de certification des comptes	232	100 %	229	100 %
- DIAC S.A.	163	70 %	160	70 %
- filiales intégrées globalement	69	30 %	69	30 %
Services autres que la certification des comptes	8	100 %	8	100 %
- DIAC S.A.	8	100 %	8	100 %
- filiales intégrées globalement				
Total	240	237		

LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

	Pays	Pourcentage de contrôle et d'intérêt	
		2023	2022
SOCIETE MERE : DIAC S.A.	France		
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT : Financement des ventes : DIAC Location S.A.		100,00	100,00

ANNEXE : LES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services France est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

REFINANCEMENT ET GESTION DE BILAN

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe Mobilize Financial Services et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

L'ORGANISATION DU CONTROLE DES RISQUES DE MARCHÉ

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe Mobilize Financial Services, selon des normes validées par le Conseil d'administration de RCI Banque. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe Mobilize Financial Services, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque SA. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un *reporting* quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le Directeur Général de RCI Banque SA, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

LA GESTION DES RISQUES GLOBAUX DE TAUX D'INTERET, DE CHANGE, DE CONTREPARTIE ET DE LIQUIDITE

LE RISQUE DE TAUX

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation potentielle des taux sur la valeur économique et les revenus futurs.

L'objectif du groupe Mobilize Financial Services est de limiter au maximum ce risque. Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux :

- La sensibilité actualisée (economic value - EV), qui consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t . Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.

- La marge nette d'intérêt qui consiste à mesurer un gain ou une perte, selon une vision compte de résultat. Il est présenté comme la différence de revenu d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité en vision MNI, comparativement à la vision actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le Conseil d'Administration de RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	32 millions d'euros
Limite des filiales de financement des ventes :	25,15 millions d'euros
Non Alloués :	12,85 millions d'euros

Total limite de sensibilité en millions d'euros accordé par le Conseil d'administration sur avis du Comité des Risques de RCI Banque : 70 millions d'euros

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2022/14), RCI Banque mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe Mobilize Financial Services. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un *reporting* mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Au 31 décembre 2023, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée (70 millions d'euros).

La sensibilité en valeur absolue du groupe MFSF au risque de taux (variation uniforme de la courbe de taux de +100 bps) constatée au 31 décembre 2023 est de + 1,1 millions d'euros, en dessous de la limite de 4,1 millions d'euros.

Au 31 décembre 2023, une hausse des taux de 100 bps en valeur relative de la sensibilité de la MNI aurait un impact négatif de 769 K€ sur DIAC S.A., un impact négatif de -486 K€ sur Diac Location S.A. et un impact négatif de -5 K€ sur l'activité carte de la société DIAC S.A.

La somme des valeurs absolues des sensibilités à la MNI des filiales du groupe MFSF s'élève à 1 260 K€.

L'ANALYSE DU RISQUE DE TAUX FAIT RESSORTIR LES POINTS SUIVANTS :

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des swaps de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variable.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du holding de refinancement sous la limite définie par le Groupe (32 millions d'euros).

Ces swaps sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément à la norme IFRS 9. Ces opérations de macro-couverture couvrent des ressources à taux variables et / ou des ressources à taux fixe variabilisées par la microcouverture de swaps.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixe par les swaps d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable / à taux fixe variabilisées

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

LE RISQUE DE LIQUIDITE

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

A cette fin, RCI Banque s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque repose sur les éléments suivants :

- La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

- La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

- Scénarios de stress

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

LE RISQUE DE CHANGE

Depuis 2022, le groupe Mobilize Financial Services dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel.

Le Groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 Groupe.

Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque de Mobilize Financial Services, la position du Groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du Comité Capital et Liquidité et communiquée trimestriellement au Superviseur.

RCI Banque encadre par des limites sa position de change transactionnelle qui provient des cash-flows libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de sa limite, à 13 millions d'euros, tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction Financements et Trésorerie.

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

Le groupe MFSF se finance dans sa devise patrimoniale et n'a donc à ce titre pas de position de change transactionnelle.

LE RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie bancaire chez Mobilize Financial Services résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « Liquidity Coverage Ratio » (LCR), RCI Banque a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

RCI a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en comité financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au comité financier RCI Banque.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présenté ci-après lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mitigation du risque par échange de collatéral.

Méthode forfaitaire :

Le groupe Mobilize Financial Services a revu sa méthode d'évaluation au risque de marché en mars 2023.

L'utilisation croissante du mécanisme des chambres de compensation dans la gestion des dérivés a incité le groupe Mobilize Financial Services à revoir sa méthode d'évaluation au risque de marché.

La gestion des échanges de flux et des variations de valeur est de moins en moins laissée en gestion gré à gré entre deux contreparties de manière à limiter le risque systémique que pourrait occasionner un défaut de paiement.

Le risque est mutualisé via la chambre de compensation

Le groupe Mobilize Financial Services a distingué, dans son stock, les dérivés en chambre de compensation, en bilatérale et non compensés et affecté un coefficient de risque à chaque situation

Le coefficient appliqué dépend de la durée pendant laquelle le groupe Mobilize Financial Services est exposé à de potentielles variations de valeurs défavorables des instruments dérivés qu'elle détient, ce qui l'obligerait à poster du cash ou du collatéral supplémentaire.

Ces variations de valeurs dépendent des variations des taux d'intérêt

- Pour les dérivés compensés en chambre, Mobilize Financial Services est en position 1 jour
- Pour les dérivés compensés en bilatérale, Mobilize Financial Services est en position 7 jours
- Pour les dérivés non compensés, Mobilize Financial Services est en position de manière permanente
- Avec l'ajout d'une composante change pour les swaps de change

A la suite des différentes analyses sur les courbes de taux, le groupe Mobilize Financial Services a opté pour les évaluations de risque suivante :

- 0 % sur les dérivés en chambre de compensation,
- 2 % pour les swaps gérés en bilatérale,
- 6 % pour les swaps de change (qui ont en plus d'une dépendance aux variations de taux ont également une dépendance aux variations des taux de change)

Contrat sur taux d'intérêt			Contrat sur taux de change		
Swaps Compensés		Swaps bilatérales de taux	Swaps bilatérales de change		Swaps de change non compensés
0%		2% Ou 200 bps	6% Ou 600 bps		
		Durée résiduelle			Durée initiale
		Coefficient Taux			Coefficient Change
		Entre 0 et 1 an			Entre 0 et 1 an
		Entre 1 et 2 ans			Entre 1 et 2 ans
		Entre 2 et 3 ans			Entre 2 et 3 ans
		Entre 3 et 4 ans			Entre 3 et 4 ans
		Entre 4 et 5 ans			Entre 4 et 5 ans
		Entre 5 et 6 ans			Entre 5 et 6 ans
		Entre 6 et 7 ans			Entre 6 et 7 ans
		Entre 7 et 8 ans			Entre 7 et 8 ans
		Entre 8 et 9 ans			Entre 8 et 9 ans
		Entre 9 et 10 ans			Entre 9 et 10 ans

Pour s'assurer du caractère conservateur de cette méthode, l'exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on » :

Cette méthode est basée sur la méthode règlementaire dite des grands risques. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal)
<= 1 an	0 %	1 %
1 an < durée <= 5 ans	0,50 %	5 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 188 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 237 millions d'euros au 31 décembre 2022. Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 26,3 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 43 millions d'euros au 31 décembre 2022. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social.